

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 25 AOÛT  
N° 237 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission paritaire : 56 942

## FRANCE SOIR LA GRÈVE REPREND

La journée d'hier a été marquante pour la lutte menée par les journalistes de France Soir contre la main-mise d'Hersant. Tout d'abord, le juge des référés a reporté à samedi sa décision sur l'illégalité de l'accord entre Winckler et Hersant.

Au cours de l'audience, l'avocat de Winckler a déclaré : «L'action des journalistes de France Soir est irrecevable, car ceux-ci ne sont que des journalistes salariés et des grévistes», qu'ils n'avaient qu'à partir si «l'orientation du journal ne leur convenait pas»...

SUITE PAGE 3

## LA "SOLIDARITE NATIONALE" PRECHEE PAR GISCARD

Il faudrait, selon le gouvernement, que le pays applique une «solidarité nationale» vis à vis des paysans qui ont été touchés, sinon ruinés, par la sécheresse.

C'est une manière bien facile de se dédouaner de ses responsabilités écrasantes dans les conséquences de la sécheresse. Il entend par là, se donner l'image d'un champion de la justice sociale. La bourgeoisie française, qu'on ne saurait créditer d'avoir organisé la sécheresse, est quand même bien aise d'en utiliser les conséquences pour accélérer la concentration capitaliste à la campagne. Pourtant, aujourd'hui, si le gouvernement recule en envisageant de verser un acompte sur l'indemnisation, c'est bien pour essayer de désamorcer la colère paysanne. On ne sait toujours pas, d'ailleurs sur quelle base et à qui cet acompte pourrait être versé. Il y a, de toutes façons, fort à parier, qu'il profitera, une fois encore, plus aux

gros agrariens qu'aux petits paysans.

Avancer aujourd'hui l'idée de la «solidarité nationale», c'est, pour la bourgeoisie, éviter de désigner qui est le responsable des conséquences de la sécheresse. Et c'est aussi faire mine de croire que seuls les paysans, sans distinction de classes, ont été touchés par la sécheresse.

En fait, d'une part, les méfaits subis varient selon la richesse des paysans, et, d'autre part, c'est l'ensemble des couches populaires qui ont pâti aussi de la politique du gouvernement, à cause des augmentations de prix, à cause de la spéculation éhontée. Une véritable mise en condition de l'opinion est aujourd'hui tentée : à la radio, on interroge les gens pour savoir ce qu'ils pensent de cette «solidarité», on désigne à la vindicte les «mauvais» qui y rechignent. Il s'agit de couvrir les vrais responsables.

Suite p.3

- Tremblement de terre en Chine p.2
- Après le coup d'éclat de Simeoni. - E.Maire appelle le CNPF à négocier. - Le socialisme selon le PCF... p.3
- Unimel : Encore 1 licenciement p.5
- Un remaniement qui ne changera rien. p.6
- Succès de la grève à Johannesburg. Liban : Les fascistes se préparent à attaquer Tripoli. p.7
- Corée : recul américain ? - Carter d'accord avec Ford. - Espagne : l'amnistie de Juan Carlos loin des exigences des masses. p.8
- Point de vue sur le festival d'Avignon. p.11

## SECHERESSE

### Décision en Conseil des Ministres cet après-midi

# ON SERA LOIN DU COMPTE

Pour juger des mesures qui seront prises aujourd'hui par le conseil des ministres et qui seraient, d'après Bonnet, «significatives et substantielles», plusieurs points doivent être rappelés.

### LES PREMIERES MIETTES ACCORDEES JUSQU'ICI

Rappelons tout d'abord les quelques mesures qui ont déjà été prises.

1) Une provision de 100 millions a été mise à la disposition des départements qui ont à charge de les accorder sous forme de crédits exceptionnels aux agriculteurs les plus touchés.

2) Un million de francs-hors encadrement a été mis à la disposition du Crédit Agricole pour accorder «des prêts calamité», auquel s'ajoutent deux cents millions qui viennent d'être débloqués.

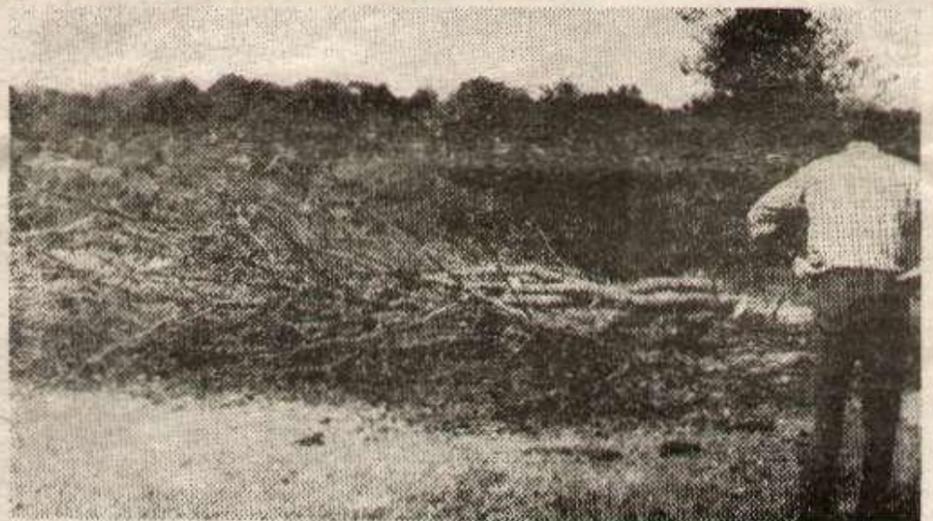
Voilà les deux premiers aspects du «miniplan», décidé vendredi dernier. Disons tout de suite que, si Chirac comptait faire de l'effet avec ces miettes, c'est tout à fait raté, les manifestations qui se sont poursuivies durant le week-end en sont la preuve.

suite p.4

## IDEAL-STANDARD (Dammarie-les-Lys)

## UN TOURNANT DANS LA LUTTE

voir p.5



Dans certaines régions, les éleveurs sont réduits à abattre des chènes pour nourrir leur bétail.

## Seveso UNE BOMBE EN PLEINE CRISE



Lire en page 12 le début du reportage de notre envoyé spécial

# tremblement de terre en chine

## LA LUTTE A TANGCHAN

## Dans les rues de Peking le 11 août

Le séisme a eu pour épiceutre la région de Tangchan. Les sismologues chinois avaient prévu un séisme dans cette région dans les années à venir, mais contrairement à ce qu'ils ont pu faire dans beaucoup d'autres régions, ils n'ont pu en déterminer la date avec précision. Ils avaient d'ailleurs expliqué que, même si la Chine est le pays le plus avancé dans ce domaine, la connaissance scientifique du phénomène ne permet pas encore de le prévoir à coup sûr. Ce tremblement de terre était d'autant plus redoutable qu'il touchait une région très urbanisée, où l'on trouve de nombreuses usines ainsi que des mines. L'Agence Chine Nouvelle raconte comment, grâce à la direction du Parti, au dévouement et à la solidarité des travailleurs, une lutte victorieuse a pu être menée contre les conséquences du séisme pour sauver dix mille mineurs qui se trouvaient au fond.

Le 28 juillet, à l'aube, un violent tremblement de terre frappa la mine de Kailouan. Tout à coup, le courant électrique fut coupé, la ventilation arrêtée, le niveau des eaux souterraines monta rapidement. Dix mille ouvriers de l'équipe de nuit se trouvaient au fond. Le président Mao et le Comité Central du Parti organisèrent rapidement les secours au plan national. De nombreuses unités de l'armée populaire furent envoyées à Tangchan, ainsi que des mineurs d'autres régions. Le comité du Parti de Tangchan prit en main la direction des secours sur place et lança le mot d'ordre de tout faire pour sauver les mineurs de fond. Les ouvriers de surface se mobilisèrent pour rétablir l'aération et ouvrir les puits de réserve.

Au fond de la mine, les membres du Parti se sont organisés avec un groupe de commandement provisoire pour diriger l'évacuation. Dans le puits de Liukiatouo 600 mineurs devaient sortir par un puits de réserve vertical d'une centaine de mètres en empruntant une échelle très étroite. Une cellule provisoire du Parti fut établie et prit la décision d'évacuer les ouvriers d'abord, les membres du Parti ensuite, les cadres dirigeants après. Kia Pang Yeou, membre permanent du comité de Parti et vice-président du comité révolutionnaire resta le dernier dans la mine. Comme il souffre d'hypertension artérielle, les mineurs le pressaient de sortir, mais il répondit : « Je suis un cadre du Parti. Tant qu'il y a encore un ouvrier ici, je ne peux pas m'en aller ».

Cette attitude héroïque qui fut celle de très nombreux cadres et membres du Parti fut une démonstration concrète de ce qu'est la lutte contre la ligne révisionniste de Teng Siao Ping et la bourgeoisie dans le Parti. Enthousiasmés par de tels exemples, les sauveteurs ont travaillé toute la journée, malgré le danger que leur

secondaires et les éboulements. A la fin de la journée, presque tous les mineurs étaient ramenés à l'air libre, mais on continua les travaux de dégagement et

sont également mobilisées, les cadres participant au chargement des secours pour en accélérer l'acheminement. En quelques heures, la municipalité de Changai a réuni 870 médecins et infirmiers venant de 60 hôpitaux qui sont partis immédiatement dans la région sinistrée.

A Peking, beaucoup de travailleurs ont également travaillé avec acharnement aux secours, bien qu'ils aient été touchés eux-mêmes par le séisme. C'est ainsi que les cheminots de Pékin ont pu rétablir la voie ferroviaire Pékin-Tangchan. Les travailleurs du département d'énergie électrique sont partis pour réparer les installations électriques, les travailleurs du commerce se sont employés



« L'homme vaincra la nature » : l'aménagement du Fleuve Jaune.

de recherche, faisant l'impossible pour retrouver et sauver ceux qui étaient coincés. Cinq mineurs ont été dégagés après 14 jours et 12 heures d'efforts.

### SOLIDARITÉ DANS TOUT LE PAYS

Mais les secours et le soutien n'ont pas concerné que ceux qui étaient sur place. Ils ont réellement mobilisé le pays tout entier. A la nouvelle du séisme, des ouvriers d'une usine métallurgique de Changai ont décidé de dépasser leur plan de production pour contribuer à compenser l'aide fournie par l'Etat à Tangchan. D'autres travailleurs de Changai s'étaient mobilisés directement pour les secours. Des travailleurs d'une usine fabriquant des tables d'opération ont accéléré leurs cadences pour produire cent tables en dix jours ; de même, des travailleurs d'une usine pharmaceutique ont fait des heures supplémentaires pour répondre aux besoins en médicaments. Les entreprises de commerce et de transport de Changai se

à acheminer des produits alimentaires, des vêtements et des couvertures.

A Tientsin, ville touchée par le séisme, les travailleurs de la fabrique de produits alimentaires ont repris totalement la production 32 heures après le tremblement de terre. Dix minutes après le tremblement, Kiao Tchong Fa, secrétaire de la cellule du Parti de cette fabrique, bien que sa maison ait été endommagée et qu'il ait été lui-même blessé, accourait à son lieu de travail pour réunir le comité de la cellule du Parti. Dès le lendemain, le Parti réunissait les travailleurs pour réorganiser la production. Ceux-ci disent alors : « Ce qui compte, ce n'est pas ce qui nous arrive, ce qui est important, c'est de travailler pour nourrir les habitants de la région sinistrée ». Après avoir pris des mesures pour assurer un abri à leurs familles, ils reprennent la production et font même des heures supplémentaires pour assurer l'approvisionnement de la région de Tangchan.

D'après l'agence «Chine Nouvelle»

—Le Quotidien du Peuple : Ça fait maintenant deux semaines que vous êtes sous la tente à Pékin. Comment ça se passe ?

—Disons que matériellement le plus dur est franchi, parce que plus les jours passent et plus cette vie, littéralement parlant extraordinaire, se perfectionne.

—QdP : L'Agence Chine Nouvelle parle de commerces ambulants, de services dans la rue, d'hôpitaux sous la tente.

— Dans les principales avenues — qui sont devenues les lieux de plus fortes densités « d'habitat » — des

.....

Nous publions aujourd'hui une deuxième interview d'un camarade qui travaille à Pékin.

.....

—QdP : On a parlé d'une nouvelle secousse très forte dont l'épicentre serait très proche de Pékin. Est-ce que c'est ce qu'on attend ?

—Disons que c'était l'hypothèse possible, il y a quelques jours. Mais il semble que la menace se réduise complètement.

—QdP : Pourquoi reste-t-on alors sous la tente ?

—Parce qu'on n'est pas absolument certain que tout danger soit écarté et que tous les bâtiments n'ont pas encore été inspectés. En majorité, les sismologues pensent qu'il n'y a plus rien à craindre. Mais une minorité n'est pas de cet avis. On demeure donc prudent.

—QdP : Jusqu'à quand ?

—Aux environs du 15 sans doute. Si la secousse a lieu, elle se produira entre le 12 et le 15. Mais on ne peut pas non plus prévoir avec une précision rigoureuse. Le 9 août, la région de Tangchan a encore été touchée avec magnitude 6.

—QdP : A-t-on des informations sur la situation à Tangchan ?

—On sait que le choc a été rude. Que les dégâts sont très importants. La télévision a retransmis la visite sur les lieux de séisme du premier ministre Hua Kouo-Feng et on a pu voir, au visage même des masses de Tangchan, l'étendue de l'épreuve. Mais aussi la dimension de leur courage. Tous les jours, la presse, la radio, la télévision rendent compte d'exemples d'ouvriers, de soldats, de mineurs qui sont parvenus à relancer la production malgré les destructions. Des usines repartent. Certains puits de mine rouvrent à nouveau. Les trains recommencent à circuler. Et tout ça renforce la conviction qu'on parviendra à surmonter totalement le drame.

—QdP : Pouvez-vous encore travailler ?

—On continue à travailler au premier étage des immeubles. Lorsqu'une alerte intervient, on va sous la tente. Le soir, on travaille à la bougie.

—QdP : Il n'y a plus d'électricité ?

—Si, tout est normal. Mais par mesure de sécurité, on n'a pas placé l'électricité dans les abris. On travaille, on lit, on passe les soirées aux bougies ou à la lueur des réverbères. Mais ici les approvisionnements en eau, en gaz et en courant sont absolument normaux.

—QdP : Il y a même des activités culturelles dans les rues ?

—Des troupes de théâtre vont de place en place présenter des sketches sur le tremblement de terre et faire de la musique. Le soir, tout le monde discute, commente l'événement, la vie est vraiment très collective. On a descendu aussi des postes de télévision aux carrefours.

—QdP : Le moral est donc élevé.

—Indéniablement. Malgré la précarité des installations. On aura énormément appris dans ces deux semaines. Appris qu'aucune catastrophe n'est inéluctable dans ses conséquences. La mobilisation politique des masses peut véritablement vaincre la nature. C'est aussi une démonstration d'entraide. Dans la vie de tous les jours et dans l'aide à la région sinistrée.

—QdP : La Chine entend relever ces ruines en ne comptant que sur les propres efforts de son peuple.

—Oui. Un peuple qui n'a peur de rien, sous la direction d'un parti prolétarien peut faire face à toute adversité. Un pays authentiquement socialiste n'a pas à redouter les calamités naturelles. La Chine de jadis, avec les fleuves qui débordaient, les épidémies, les séismes qui tuaient des millions de personnes, c'est complètement fini. Tout est possible en Chine.

## France Soir

LA GRÈVE  
REPREND

SUITE DE LA UNE

Le caractère provocateur de ces arguments, ainsi que ceux de l'avocat de Hersant ont pesé dans la décision que devait prendre l'assemblée générale des journalistes, hier soir.

La majorité de l'intersyndicale était favorable à poursuivre la grève aujourd'hui, ainsi que demain, lors de la journée nationale d'action des syndicats de journalistes. Seule la CGT était opposée à la grève, expliquant que, puisqu'Hersant était déjà dans la boîte, il fallait négocier les emplois avec

lui. Cette position a été sévèrement attaquée par de nombreux journalistes, qui y voyaient le renoncement aux buts de leur action, c'est-à-dire empêcher l'élargissement du groupe Hersant.

Au moment où nous mettons sous presse, il paraît évident que la motion préconisant la poursuite du mouvement aujourd'hui devra recueillir la majorité. Jeudi, une nouvelle assemblée générale décidera de la poursuite du mouvement, tandis qu'aujourd'hui, une rencontre aura lieu avec la FFTL.

LES BONNES RECETTES DE DEBRÉ :  
ROGNER LES SALAIRES !

L'ancien ministre gaulliste est décidément très prolix. Il inonde les journaux de ses conseils, et, tout en critiquant sévèrement Giscard, il indique le type de gouvernement qu'une partie de la bourgeoisie désire. Dans le Figaro d'hier, après avoir indiqué que le remaniement ministériel «est probablement le dernier avant la grande crise qui menace de secouer le corps social», il donne ses solutions. Tout le mal vient selon lui des hausses de salaires : «Dans le cycle infernal revenus-prix, on ne peut attaquer les prix qu'en commençant à dominer la hausse des revenus». C'est clair, c'est à prendre en compte car ce n'est pas l'idée du seul Debré, et cela montre à quel point la bourgeoisie est incapable de proposer des solutions qui ait la moindre chance d'emporter l'adhésion des masses.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

LA "SOLIDARITE  
NATIONALE"  
PRECHÉE  
PAR GISCARD

Sans doute on ne saurait larmoyer sur le sort des «pauvres cadres» qui auraient, paraît-il, à supporter quelques impôts nouveaux. Leurs privilèges évidents pourraient les inciter à se taire. Mais la question n'est pas là : les impôts supplémentaires que propose le gouvernement ne sont qu'un palliatif dérisoire qui ne règlera aucune question de fond. Les travailleurs redoubleront de vigilance devant les menaces d'étendre ces impôts nouveaux à tous les contribuables modestes. D'ailleurs, le gouvernement s'apprête en fait à continuer son attaque systématique contre le

pouvoir d'achat de la masse des travailleurs.

Au contraire de la «solidarité nationale», qui ne saurait exister aujourd'hui, c'est une solidarité populaire qu'il s'agit de construire. Une unité populaire qui se construit déjà, entre ouvriers et paysans, à l'occasion par exemple des ventes directes, et des soutiens mutuels dans les luttes. Cette solidarité populaire a une cible : il s'agit de faire payer la bourgeoisie. Elle est effectivement la condition de la construction d'un vaste front de lutte pour mettre en échec les plans de la bourgeoisie.

UN REMANIEMENT  
QUI NE CHANGERA RIEN

On devait selon «les milieux bien informés» être fixés sur l'avenir du gouvernement Chirac, lundi soir, après le tête-à-tête du Premier Ministre et de Giscard. Mais nous ne savons toujours rien, et l'incertitude pourrait encore durer quelques jours, malgré la certitude affichée chez certains journalistes «spécialisés». En essayant de capter l'attention par leurs spéculations sur le futur gouvernement, ils voudraient créer l'illusion du changement pour nous faire oublier les vrais problèmes. Mais ce petit jeu

est bien usé et nos difficultés trop pressantes pour qu'on s'y laisse prendre.

Il y a deux mois, Giscard déclarait qu'il n'y aurait pas de remaniement ministériel avant la rentrée. Aujourd'hui où en sommes-nous, alors que s'effectue la rentrée politique.

Sur le plan économique, le bout du tunnel, maintes fois annoncé par Chirac, se révèle être un cul-de-sac. La reprise n'est pas celle de la crois-

sance économique mais celle du chômage, qui n'avait d'ailleurs jamais vraiment diminué, du déficit commercial, de l'inflation et de la baisse du franc. C'est un échec cinglant pour ce gouvernement qui se fixait pour objectif de rétablir la balance commerciale, de maîtriser l'inflation et de réaliser le plein emploi.

Dans ses relations internationales, Giscard avait l'ambition de se faire passer pour un partisan de nouvelles

relations avec le Tiers Monde afin d'y conquérir des marchés et de concurrencer les autres impérialismes. La récente conférence des non-alignés à Colombo est pour lui un cruel camouflet puisqu'une résolution préconisant le boycott pétrolier de la France en raison de sa politique vis-à-vis de l'Afrique du Sud a été adoptée. Sa démagogie sur le «nouvel ordre économique international» ne fait plus guère illusion. Quant aux marchés, conclus, ils sont rares, les concurrents de l'impérialisme français sont souvent mieux armés pour les emporter.

A l'intérieur, le réformisme giscardien a fait fiasco, les réformes-gadgets n'ont pas réussi à tromper la vigilance des travailleurs. Ouvriers et paysans engagent des luttes contre la politique de crise. Au cours même de la période des vacances, des luttes se sont poursuivies ; à Lip, les ouvriers ont constitué un nouveau trésor de guerre... Les producteurs de pêches ont combattu les importations et affronté les CRS.

En face de ces luttes, la société libérale avancée a montré son vrai visage : elle est revêtue de l'uniforme du CRS et manie la matraque.

Cet échec sur toute la ligne explique pourquoi Giscard songe aujourd'hui à changer de gouvernement, mais peut-il faire une autre politique ? Que fera d'autre le futur gouvernement ! Sans doute, aurons-nous droit à quelques nouvelles formules et à beaucoup de poudre aux yeux, mais pour l'essentiel aucun changement, quel que soit le nouveau locataire de Matignon. En fait Giscard n'a pas le choix, ses déboires sont le reflet de l'incapacité de la bourgeoisie à sortir des contradictions graves qu'elle affronte.

Il est possible que Giscard tente de diminuer l'influence de l'UDR dans le gouvernement. Au niveau international, cela signifierait une soumission plus accentuée par rapport à l'impérialisme US, et par rapport aux masses un plus grand recours aux recettes réformistes et des avances plus pressantes au PS. Mais cette politique n'est pas plus viable que l'actuelle.

En dehors du fait que l'évincement de Chirac provoquerait un conflit larvé avec l'UDR et une session parlementaire agitée, préjudiciables aux résultats électoraux des candidats de la coalition giscardienne. La seule possibilité de la bourgeoisie de redresser momentanément son économie réside dans l'aggravation de l'exploitation des travailleurs, ce qui nécessite d'endormir leur vigilance pour obtenir leur consensus. Mais les luttes actuelles, le soutien dont elles bénéficient, montrent qu'une telle politique est vouée à l'échec.

S. LIVET

Dampierre-en-Burly  
(Loiret)LES FLICS  
BRUTALISENT  
SIX OUVRIERS IMMIGRÉS

L'EDF entreprend la construction à Dampierre-en-burly, dans le Loiret, d'une centrale nucléaire. Vaste chantier où travaillent près d'un millier de travailleurs immigrés, quelques uns parmi eux ayant amené leur famille. La seule concentra-

tion urbaine à proximité, c'est Sully-sur-Loire où aucun équipement sanitaire et social n'a été aménagé pour accueillir ces travailleurs. A ces conditions de vie révoltantes, s'ajoute un climat de racisme et de xénophobie soigneusement distillé par les

flics, les autorités locales et quelques gros commerçants qui ont pignon sur rue. Les provocations et agressions contre les travailleurs immigrés résidant à Sully et contre leurs épouses se sont gravement multipliées ces dernières semaines. Ainsi, une bagarre à la sortie d'un bal s'est terminée tragiquement par la mort d'un des protagonistes. Cette rixe a relancé la campagne raciste en cours et ce sont maintenant les flics, dans la tradition des ratonnades d'il y a quinze ans, qui se chargent de «rendre justice».

Ainsi, des policiers ont intercepté six ouvriers maghrébins du chantier de Dampierre, les ont retenus pendant trois heures sans aucun motif et là, les ont brutalisés ! Cette scandaleuse agression a soulevé l'indignation des ouvriers du chantier qui, avec leur section syndicale et le syndicat CGT de la construction sont déterminés à mettre un terme à cette campagne raciste et à dénoncer les exactions de la police de Poniowski !

● TOUT VA TRÈS BIEN  
MME LA MARQUISE...

C'est le gouverneur de la banque de France qui vient de chanter ce petit air, après une entrevue avec Giscard, en expliquant d'un air très convaincu «que le franc se porte très bien». N'allez pas croire que la chute du franc sur les places boursières soit un signe de mauvaise santé.

● Les travailleurs de l'association des foyers de Provence, à Fos sur Mer, viennent de mener deux jours de grève. Ils ont gagné en obtenant l'augmentation de salaire demandée, les jours de grève payés ainsi que l'arrêt d'un

calendrier pour les élections  
professionnelles.SEVESO : COMME DES  
TRAFIQUANTS  
DE DROGUE

Les livres de comptes de la société ICMSA d'où est parti le nuage toxique de dioxine sont indéchiffrables. Les enquêteurs chargés de les examiner n'ont pas réussi à identifier les clients de cette firme, il n'y a en effet aucun nom, seulement des chiffres sans signification apparente, comme s'il s'agissait d'un trafic de drogue. Ce camouflement rendra difficile la recherche des produits toxiques vendus par ICMSA.

# PAYSANS EN LUTTE

## Sécheresse

### DÉCISION EN CONSEIL DES MINISTRES CET APRÈS-MIDI

# ON SERA LOIN DU COMPTE!

SUITE DE LA UNE

#### THURY-HARCOURT (Calvados)

##### 600 PAYSANS DANS LA RUE

Pour la seule vallée de l'Orne, véritable bassin laitier, les paysans chiffrent à quatre milliards le manque à gagner dû à la sécheresse. Pour les plus petits paysans, plus de foin en novembre. Le manque d'herbe est à ce point aigu qu'on trouve de la terre dans la panse des vaches qui vont à l'abattoir. L'opération «paille» est à peine terminée que l'armée exige de suite le paiement des factures de carburant pour les véhicules prêtés. C'en est trop ! 600 paysans ont manifesté dans les rues de Thury-Harcourt pour exiger un acompte immédiat de 500 F par ha, indépendamment des reports d'annuités d'emprunts !

#### LES PRODUCTEURS DE FRUITS DU MIDI CHEZ MEHAIGNERIE

Hier, les producteurs de fruits de la Drôme et de l'Ardèche rencontraient Méhaignerie, sous-ministre de l'agriculture. Rencontre importante où on dû s'affronter les deux grands types de revendications qui s'opposent chez les producteurs de fruits : d'un côté l'intérêt des gros producteurs défendu par Debatisse et Cie qui réclament une aide au kilo et de l'autre l'intérêt des petits et moyens producteurs appuyé, semble-t-il, par les FDSEA de la Drôme et de l'Ardèche qui réclament une aide à l'exploitant et non à l'exploitation.

#### PAS SI FOU QUE ÇA, HENRI MAIRE

Henri Maire, le plus gros viticulteur et négociant du Jura, le producteur des fameux «vins fous» est satisfait : en 72, il a ramassé 200 millions AF de subventions au titre des «investissements» consacrés à la modernisation de l'agriculture afin de construire son usine à vin. Les affaires marchant de mieux en mieux, il vient à nouveau de déposer une demande pour parfaire l'extension de ses installations : il a besoin d'un milliard cent millions d'AF.

#### A PROPOS DU PLAN PAILLE...

Propos d'un syndicaliste paysan de la Corrèze : «C'est vrai que la Chambre d'Agriculture de la Corrèze a organisé les collectes et achats de paille dans le Lot et Garonne et dans l'Indre. Il apparaît pourtant que cette paille revient aux cultivateurs aussi chère qu'elle coûte dans le commerce, sans compter le travail qu'ils ont dû faire.»

Les militaires ont, dans certains cas, participé au transport de la paille. Mais ce n'est pas gratuit : nos amis de la Creuse ont payé 96 anciens francs du kilomètre.

#### LA BONNE NOUVELLE OFFICIELLE : LES PLAGES MÉDITERRANÉENNES SONT PROPRES !

C'est une enquête de la direction de l'équipement qui l'affirme sans sourciller : «La côte d'azur ne compte aucun point noir». A l'appui de cette affirmation, la généralisation des «émissaires en mer», c'est-à-dire d'égouts rejetant les eaux usées à un ou deux Kms de la côte. Il est bien évident que cela ne résout rien, puisque ces déchets peuvent être ramenés par les courants (sur les plages du Languedoc, par exemple) et de toute façon polluent la mer. Autre détail sur lequel cette commission est restée aveugle : la présence de la gale dans le sable fin des plages. La gale n'est peut-être pas un «point noir».

#### UNE AIDE «D'URGENCE» QUE LES PAYSANS ATTENDENT DEPUIS DES SEMAINES

Le gouvernement ayant décidé que l'enveloppe globale accordée aux agriculteurs ne sera connue que le 29 septembre, et ayant répété récemment qu'il n'était pas question de revenir sur ce délai, il a dû, devant la mobilisation croissante des paysans qui ne peuvent pas attendre, accepter le principe d'une première aide immédiate et définitive (autre que des prêts).

qu'à la fin du mois et, sans doute, lorsqu'il aura fini, il devra recommencer puisque la sécheresse se sera poursuivie !

#### QUEL MODE DE RÉPARTITION POUR CE PREMIER ACOMPTÉ ?

Le montant avancé serait, selon les informations, supérieur à 1 milliard 5 et devrait tourner autour de 2 milliards. Mais l'appréciation qui pourra être portée sur l'importance de l'acompte, devra être assujettie à un exa-

proportionnel à la taille de l'exploitation. Ils sont ainsi partisans de primes à l'hectare et de primes à la bête. Pour mesurer les conséquences de ce choix éventuel, rappelons qu'en France 10 % des exploitants totalisent la moitié des revenus agricoles. Sans faire trop d'erreur, on peut en tirer la conclusion, que près de la moitié des milliards que l'État va verser serait alors accordée à ces 10 %.

Face à ces positions, les paysans pauvres et moyens, ainsi que certains

#### RESTENT LES AUTRES REVENDICATIONS

► Autre question que se posent les paysans : Y aura-t-il, à la suite de ce conseil des ministres, des précisions sur les autres revendications qu'ils avancent depuis des semaines. Ces revendications si elles prennent un caractère particulièrement aigu dans la situation actuelle, ne datent pas d'hier.

► Ainsi, ils exigent la suppression de la péréquation été/hiver sur le lait, mais aussi l'application des mesures d'augmentation -pourtant tout à fait insuffisantes- décidées à Bruxelles et la suppression des primes soi-disant à la «qualité».

► Subissant continuellement les variations des cours du marché capitaliste de la viande, ils demandent le maintien du prix de la viande.

► Payant de plus en plus cher les aliments pour le bétail et tous les produits nécessaires à leurs exploitations, ils refusent que, dans les circonstances actuelles, les firmes agro-alimentaires renforcent leurs profits et exigent un prix plafond pour tous leurs produits.

► Enfin, pour ne retenir que les revendications principales, les paysans pauvres et moyens refusent d'être contraints devant les conséquences de la sécheresse, d'être un peu plus assujettis au Crédit Agricole et demandent l'allongement des délais de remboursement et la suppression de toutes pénalités pour les retards de paiements.

Ce faisant, la bourgeoisie n'étant pas prête de satisfaire les revendications de la petite paysannerie, ce conseil des ministres ne devrait pas marquer la fin de la mobilisation paysanne. Bien au contraire !



Des collectes de lait inférieures de 20 à 80 % à la normale, des récoltes de maïs squelettiques, celles des betteraves sérieusement compromises, des pommes de terre grosses comme des noix, des cultures dérobées souvent impossibles à entreprendre : tous les agriculteurs touchés évaluent aujourd'hui le désastre.

Mais M. «Anti-sécheresse», lui, continue de «se rendre compte» des difficultés des agriculteurs : il poursuit ses visites jus-

men du mode de répartition retenu par le gouvernement.

Sur ce point, deux positions s'affrontent. Celle des gros exploitants, des céréaliers et betteraviers qui, pourtant peu concernés, n'acceptent pas de voir leur marge bénéficiaire légèrement touchée et qui, d'autre part, espèrent toujours des mesures gouvernementales pour obtenir quelques avantages. Pour eux, le montant des indemnités doit tenir compte du montant exact des pertes et donc être

syndicalistes progressistes, ne veulent pas de mesures qui conserveraient les écarts, déjà considérablement aggravés entre les gros et les petits. Ils veulent des indemnités forfaitaires pour chaque exploitant en dessous du cumul. C'est 5 000 F d'acompte au minimum qu'ils exigent pour faire face à cette situation. 5 000 F tout de suite pour essayer de conserver leurs quelques bêtes, pour ne plus être forcés d'abattre des arbres pour les bêtes mangent les feuillages

## en bref... en bref...

#### ● LOIRE-ATLANTIQUE

Les producteurs de lait protestent contre l'instauration d'une prime suivant la teneur du lait en protéine. S'ajoutant à celle dépendant de la «qualité», elle sera comme elle, complètement à la merci des firmes et des coopératives. Un moyen de plus pour baisser le prix du lait payé aux producteurs et éliminer les plus petits d'entre eux.

#### ● PLUIES DILUVIENNES DANS L'HÉRAULT : PLUSIEURS HECTARES DE VIGNES INONDÉS

Dans la nuit de dimanche à lundi, des trombes d'eau se sont abattues dans la région de Béziers, Sète et Pézenas. Plusieurs hectares de vignes qui devaient être vendangées dans moins de trois semaines ont été sérieusement endommagés ainsi que les cultures maraîchères.

#### ● LÉGUMES :

D'après la fédération nationale des producteurs de légumes, les pertes, cette année, dues à la sécheresse : seraient de 70 % à 75 % pour les endives dans le nord, tandis qu'il y aurait une perte de 100 % pour les salades et 90 % pour les choux-fleurs et les poireaux en Seine Maritime.

#### ● DROME :

Les rondes des camions chargés à ras-bord de pêches vers les décharges continuent. Sur les 100.000 t. de

pêches produites, 20 à 25.000 t. ont été détruites dans les 50 décharges du département.

#### ● LE PRIX DES TERRES AGRICOLES A AUGMENTÉ DE 13,4% EN 1975 :

Ce qui signifie que les notables, les banques et tous les spéculateurs qui auront placé en 75, leur argent dans les terres, n'auront pas fait une mauvaise affaire, les fermiers ou les petits paysans se voyant eux de plus en plus interdire l'achat de la terre qu'ils travaillent.

## LUTTES OUVRIÈRES

## IDEAL STANDARD (Dammarié - les - Lys)

# UN TOURNANT DANS LA LUTTE 2

Le 1<sup>er</sup> septembre, les travailleurs d'Idéal Standard entameront leur 12<sup>e</sup> mois de lutte.

Les mois de juillet et août ont montré que la bourgeoisie veut en finir : que ce soit en tentant de faire signer un protocole d'accord bidon, que ce soit les menaces à peine voilées du président du tribunal de commerce de Paris. Face à ces mauvais coups, et après une période d'hésitation, la voie de la lutte se réaffirme, chez nombre de travailleurs. C'est cette voie qu'il va falloir développer plus que jamais, car la bourgeoisie, à l'évidence, veut jouer le pourrissement.

Sous prétexte de «réalisme», accepter à la rigueur, si on ne peut faire autrement, les reclassements : ce point de vue, qu'on le veuille ou non, a existé lors de la rédaction du protocole, le 27 juillet, de même qu'a existé l'idée : «Ne faut-il pas attendre les élections ? Ne vaut-il pas mieux ne pas précipiter les événements avant les élections ?» Mais aujourd'hui, on s'aperçoit qu'après cette période de flottement, nombre de travailleurs se ressaisissent, combattent ce point de vue, jusqu'à certains militants du P.C.F. qui, plus que jamais, sont partagés entre la discipline à l'égard de la confédération CGT et la nécessité de la lutte. Les militants syndicaux qui ont eu ces idées de capitulation, les ont eues mais, nous dira-t-on, par le fait «qu'aucune perspective n'est offerte, à l'heure actuelle, aux travailleurs». En clair, ils constataient l'attentisme des directions syndicales. C'était un peu la solution de désespoir.

La voie de la lutte, depuis quelques jours, se réaffirme et nombre de travailleurs se rendent compte que trop de concessions ont été faites.

Ainsi, si lors des discussions, il y a eu refus de donner 25 % des machines, de l'outillage, on était tout de même prêt à donner 25 % des stocks (certes moins déterminants), en échange de la formation professionnelle. Aujourd'hui les questions fusent : «Le tribunal ne nous demandera-t-il pas demain la totalité des stocks ? Si nous lui donnons satisfaction, ne réclamera-t-il pas la libération des locaux ? De concessions en concessions, voilà à quoi on veut nous acculer !» Et après l'importante réflexion de ces dernières semaines, on voit bien que ces travailleurs ne veulent pas attendre les élections de 78.

«C'est vrai, qu'il ne faut pas attendre les élections de 78. Ce n'est pas en «restant dans ses pantoufles» comme on dit chez nous, qu'il va y avoir du changement».

Ne pas attendre les élections, unir les luttes, ces aspirations sont d'autant plus grandes qu'elles ont marqué la lutte, ces derniers mois, et ce surtout dernièrement : il y a eu la rencontre avec Sovirel

«où nous avons pu échanger nos expériences» et montrer qu'il ne fallait pas accepter le démantèlement : il y a eu la rencontre avec ceux d'Escobri qui a montré — comme à Griffet — que, contre les querelles de boutiques des confédérations, ces travailleurs aspiraient à l'unité syndicale au service de leur lutte. «A Escobri, la CFDT est majoritaire, mais si on n'arrive pas à une unité commune à la base, on n'arrivera à rien».

### AVEC LES TRAVAILLEURS DE PORTA

Et dernièrement, on s'est attaché à rassembler les luttes, déjà sur la localité pour empêcher l'expulsion ainsi que pour «éviter le pourrissement des autres luttes ici». Ainsi les travailleurs de Porta (engrais chimiques) sont rentrés en lutte ces jours-ci, «on a tout de suite été les voir, on a débattu avec eux. Au début, ils ne voulaient pas bloquer la production, ils étaient partis pour toucher leurs indemnités. On leur a fait comprendre qu'ils s'en allaient sur une mauvaise pente ; on leur a dit : les 90 % et encore, mais après ? Ils se sentaient seuls dans leur coin, ils sont repartis assez gonflés. Ils ont fait une réunion et l'ont expliqué à tous. Avant, ils étaient résignés, maintenant, ils bloquent tout».

Briser l'isolement chez eux, celui des camarades des autres usines en lutte, combattre le pourrissement, vaincre la résignation et faire profiter de leur expérience d'autres boîtes en lutte, voilà une

constante depuis des mois à Idéal. Ainsi, les idées de défaitisme semblent s'éclipser. La voie de la lutte semble l'emporter.

Coordonner les luttes : cette aspiration existe et se concrétise ici. Certains travailleurs ont participé aux journées à Lip, à Griffet et se préparent à aller aux prochaines initiatives. Mais quel bilan en tirer ? Quelles ont été les limites de ces coordinations ? Comment avancer ? Quelle forme doivent-elles revêtir et pour arriver à quoi ? Voilà des questions que nous nous sommes promis de débattre.

• Une explosion faisant trois blessés parmi les ouvriers, a eu lieu dans une fabrique de colle dans la ville de Privas en Ardèche. C'est pendant le remplissage d'une cuve en produits chimiques que l'explosion a eu lieu.

### • TEXTILES SCHLUMPF (Alsace) :

La direction des usines Schlumpf, en Alsace, vient de procéder dans deux de ses trois usines à des réductions d'horaires, avec réduction de salaire, alors que les travailleurs en cette rentrée ont déjà de lourdes charges : impôts, fournitures scolaires. Mais les travailleurs ne sont certainement pas prêts à accepter ces nouvelles attaques que la CGC appelle pudiquement «sacrifices qu'il va falloir faire».

## CADOT : JOURNÉE «PORTES OUVERTES» AUJOURD'HUI

C'est dans les premiers jours de juillet que les travailleurs de la boulangerie industrielle Cadot, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, à Paris, apprenaient la mise en liquidation de leur entreprise. C'est aussi dans les premiers jours de juillet qu'ils décidaient de répondre à cette attaque en occupant leur entreprise.

Aujourd'hui, dès 9 heures et toute la journée, ils organisent une journée «Portes Ouvertes», la seconde depuis le début de la lutte.

On la prépare en écrivant à d'autres sections syndicales. On prépare aussi des gâteaux et parallèlement, de jour et de nuit, des équipes continuent de se relayer pour monter la garde. La journée «Portes Ouvertes» ? «C'est pour éviter le pourrissement» dit-on ici. Il semble qu'en effet, c'est le choix qu'a fait le patronat.

L'expulsion ? «On y pense bien sûr, mais on n'y croit pas trop du moins pour le moment. Ça nous ferait de la publicité, et ils n'y ont pas intérêt».

En fait, la bourgeoisie joue le découragement : pour diviser les travail-

leur, nous disperser, c'est évident, nous dira un ouvrier.

Mais jusqu'ici, cela a été un échec, puisque la grande majorité des travailleurs mène toujours la lutte.

Et aujourd'hui ? Le syndicat, toujours en vue de décourager les travailleurs, répète à qui veut l'entendre «que l'usine n'est plus en état de marche, de toute façon». Les travailleurs répondent en entretenant quotidiennement les machines, en fabriquant des gâteaux pour la journée d'aujourd'hui, en affirmant qu'ils sont prêts, n'importe quand à prouver le contraire.

CADOT - Impasse Hautpoul (18<sup>e</sup>)  
Journée «Portes Ouvertes» Mercredi 25 août  
à partir de 9 heures  
Conférence de Presse syndicale à 11 h  
dans l'entreprise

leurs, d'ailleurs, tous les coups sont bons.

Dernièrement, encore, au mois d'août, alors qu'ils allaient s'inscrire collectivement au chômage, l'ANPE a proposé à certains des «emplois». «Ils ont dit à certains : «j'ai une petite place pour vous». En fait, c'était fait

### C'EST TOUT LE MONDE QUI DOIT ÊTRE RÉEMBAUCHÉ !

Un élément nouveau vient d'apparaître : on sait que depuis plusieurs semaines, une société anglaise, SOFFRAPIN (qui possède 40 établissements dont 14 en France), s'est plus ou moins proposée pour reprendre l'affaire. Les choses semblent se préciser puisque des représentants de SOFFRAPIN viennent de demander à visiter l'usine. Mais puisque nous parlons de précisions, continuons. SOFFRAPIN se propose de reprendre l'usine... mais pas avec tout le monde ! Les travailleurs ne sauraient accepter cela. Un d'eux nous dira : «Ce qu'il faut, c'est bien sûr tous les emplois mais aussi les avantages acquis».

Mais à l'heure où s'ouvre cette seconde journée «Portes Ouvertes», il faut poser la question comme le dira un travailleur : «et après ?» Faut-il reprendre la production ? Et si oui, peut-on attendre indéfiniment sous prétexte «que cela va gêner les commerçants du quartier» ? Que vaut ce point de vue ? Et faut-il attendre de prendre contact avec Lang et Sopaïn, ces deux usines du quartier, qui menacent elles aussi de fermer ? Après cette journée «Portes Ouvertes», il va falloir y revenir.

Corr. Unimel

## UNIMEL (Besançon)

# ENCORE UN LICENCIEMENT

La grève de 1975 est restée en travers de la gorge des patrons. Pendant 5 semaines, les ouvriers avaient popularisé leur lutte, occupé l'usine, vendu du pain d'épices, tissé des liens avec les autres usines en lutte de Besançon. A une époque déjà où les consignes de la bourgeoisie étaient de ne céder sur rien, le patron avait dû lâcher du lest sur les salaires, la prime de vacances, et l'embauche définitive des ouvriers sous contrats temporaires. C'était une demi-victoire.

A la rentrée des congés de Noël, Unimel licencierait un ouvrier combattif, militant politique. Aujourd'hui, c'est notre camarade J.F. Masseron qui est licencié, de manière tout à fait illégale, au retour du service militaire. La loi n'est pas ce qui embarrasse le plus le patron. Il va jusqu'à avouer ouvertement à l'inspecteur du travail que la



raison de son licenciement est son militantisme syndical et son appartenance politique au PCRml. Il veut se débarrasser de celui qu'il considère comme responsable du caractère offensif de la grève.

Les sections CFDT et CGT de l'usine ainsi que l'Union Locale CFDT ont pris la défense du camarade. Il n'est pas question d'accepter ce

licenciement. L'enjeu de la bataille qui s'engage est important :

- au niveau de l'usine, c'est un avertissement donné aux autres syndicalistes révolutionnaires, et une préparation «psychologique» à une possible compression de personnel ou à un chômage technique.

- d'une manière plus généra-

le, c'est le signe de l'affolement de la bourgeoisie qui rêve de donner un coup d'arrêt aux luttes. Mais ce coup de force montre en fait sa faiblesse. Comme dit le proverbe : c'est quand il se sent traqué que l'animal mord. La bourgeoisie sent monter chez bien des travailleurs la volonté de compter sur eux-mêmes, sur leurs

luttés (au lieu d'attendre calmement les élections de 78) pour que «ça change». Elle sent que les luttes isolées cherchent à se coordonner, à s'unifier, à se fondre en un mouvement d'ensemble, à créer le mouvement d'unité populaire seul capable de faire payer la crise à la bourgeoisie. Voilà les raisons de son affolement, de sa hargne. Voilà les raisons profondes du licenciement de notre camarade.

La question principale maintenant, est celle de la solidarité. Les travailleurs en ont fait maintes fois l'expérience : les lois à elles seules ne peuvent rien. De la mobilisation dans l'usine dépend la réintégration de notre camarade. L'information se fait, une pétition circule et un débrayage pour accompagner les délégués à la direction se prépare.

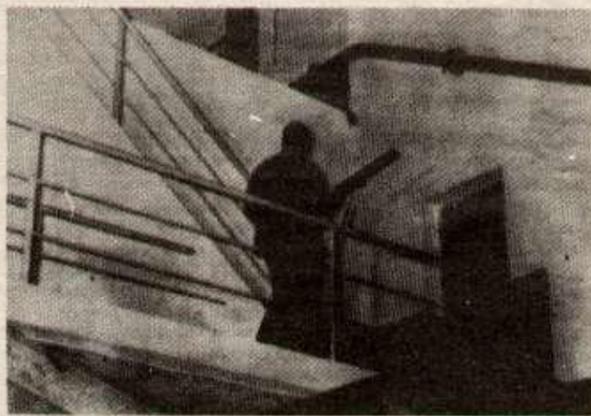
# POLITIQUE

## APRÈS L'ACTION DE MAX SIMEONI

«Max Siméoni a pris le maquis... c'est ainsi que la «grande information» essaie de ramener l'action de l'ancien secrétaire général de l'ARC, à une vision folklorique de la situation en Corse. En Corse même, on la juge tout autrement. Tout d'abord l'APC, dont Max Siméoni déclarait dans la cave que «sans elle, le peuple corse n'est rien, puisqu'elle est à son service exclusif». L'APC a souligné le caractère «individuel de l'action contre la cave Cohen-Skali, en ajoutant : «Un des militants les plus réfléchis, les plus favorables au dialogue, les plus responsables du courant autonomiste a cru devoir sortir de la légalité, dans le but d'attirer encore, un an après l'Aléria, l'attention sur la colonisation de la Corse. Un tel fait situe la faute impardonnable de l'état...»

Le préfet de région Riolacci a choisi une fois de plus le mépris et la provocation vis à vis des autonomistes. Regrettant hypocritement le temps où les autonomistes cherchaient «la nuance et le compromis» (les CRS étaient déjà la seule réponse), il juge ainsi le congrès de l'APC : «Cette démarche intellectuelle, nous la connaissons : en d'autres temps, elle eût été qualifiée de fasciste». Commentaire tout à fait intéressant de la part d'un préfet qui s'est peu ému de l'action provocatrice de groupes fascistes comme «justice et liberté»... La Fédération de Haute-Corse du PCF, si elle ne va pas jusqu'à parler d'«irréductibilité» comme après l'Aléria, déclare : «Comme nous l'avons fait, il y a un

an, nous condamnons l'Aléria et les suites d'aujourd'hui, qui constituent autant de «pièges» du pouvoir». Dans



le même temps, ce parti propose comme solutions des élections à la proportionnelle (pas question de remettre en cause le clan et son système de corruption, puisque les révisionnistes l'utilisent dans le cadre de l'union de la gauche), une véritable continuité territoriale (l'envoyé du gouvernement, Libert Bou, avait misé là-dessus, sans succès), et un SMIC spécial. Si l'on y ajoute l'industrialisation (capitaliste, bien sûr) de la Corse, c'est une amorce de solution de rechange, dans le cadre d'un capitalisme français rénové, que propose le PCF.

Que signifie l'action, le «terrorisme contrôlé», de Max Siméoni ? Beaucoup de travailleurs corses, qui attendaient quelque chose, s'interrogent. En premier

lieu, qu'un tel personnage du mouvement autonomiste en vienne là, montre à quel point la bourgeoisie est incapable

de répondre aux aspirations populaires corses. La situation n'est pas pour autant débloquée, pas plus qu'après l'Aléria, ou après les actions du FNLC. Et cela pour la raison fondamentale qu'en Corse, comme ailleurs, c'est le mouvement des masses qui fait progresser la lutte. Ce fut la cas lors de la lutte contre les boues rouges, ou lors de la grande journée anti-répression du mois d'avril. L'action de Vezzani, complémentaire des prises de positions de l'APC, n'est pas contradictoire avec les ambiguïtés de la défense d'Edmond Siméoni sur la nature de l'État auquel il avait affaire. Elle reste caractéristique d'un mouvement qui cherche à exprimer les aspirations de son peuple, mais refuse les choix politiques que cela exige.

E. BREHAT

## SELON LE PCF : «LE SOCIALISME ? ÇA NE VEUT PAS DIRE QUE LES OUVRIERS DIRIGERONT LES USINES !»

Le PCF, ces jours-ci, proteste indistinctement contre le projet d'un impôt supplémentaire qui toucherait, entre autres, les cadres et les hauts revenus. C'est bien dans sa ligne de défense des cadres. D'ailleurs, après une série de lettres de lecteurs, «France Nouvelle», l'hebdomadaire du PCF, a fait, cet été, le point sur les conceptions de ce parti vis-à-vis des ITC (Ingénieurs, techniciens et cadres). Dans le numéro du 26 juillet, Jean Giard exprime on ne peut plus franchement, les conceptions révisionnistes sur cette question, en les liant tout particulièrement à l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. C'est qu'en effet, les dernières barrières sont tombées au PCF, qui empêchaient de s'exprimer, jusqu'au 22<sup>e</sup> congrès, les idées franchement favorables à la défense des privilèges des ITC, à l'accroissement de leur pouvoir.

Témoin des résistances qui se manifestent encore au sein du PCF sur cette question, le journaliste se croit pourtant obligé, pour mener sa démonstration de faire référence à Lénine

aux agressions impérialistes, devait, pour sa survie, passer des compromis avec les «spécialistes», Lénine écrivant qu'il fallait qu'ils soient bien payés, traités avec prudence, etc.



ne. Il lui a fallu pour cela aller chercher des textes écrits à une époque où la Révolution russe, en butte

Mais là, n'est pas l'essentiel.

Le texte propose aux ITC «une alliance durable» avec la classe ouvrière, mais pas sur la base des intérêts de cette dernière : il s'agit d'une «communauté d'intérêt au changement de société». Et, cette «communauté» s'éclaircit singulièrement : il n'y aura pas, dit J. Giard, de «référendum permanent sur des questions dont la solution dépend de la stricte compétence des spécialistes».

Il y a là, bien exprimée, cette conception défigurée du socialisme, qui, ignorant l'énorme acquis de l'édification socialiste en Chine et en Albanie, postule que sous le socialisme, rien ne changera ; qu'il y aura toujours des spécialistes en électronique et des balayeurs, qu'on ne peut, en bref, réduire la grande différence entre le travail manuel et le travail intellectuel. C'est naturel que cet enseignement de la révolution chinoise soit passé entièrement sous silence par des faux communistes. Mais des millions de gens, de par le monde, viennent d'avoir, avec la question du séisme en Chine, l'illustration concrète qu'il est possible que les masses d'un pays socialiste s'emparent de la connaissance, agissent consciemment et transforment victorieusement

le monde : en Chine, ce sont les paysans, les ouvriers qui, par leurs observations quotidiennes, en liaison, avec les ingénieurs, qui se placent à leur école et sous leur direction, qui ont fait avancer la prévision des tremblements de terre comme dans aucun pays.

Et cette chose nouvelle a été possible car la classe ouvrière exerce sa dictature. On conçoit toute la distance entre le pseudo-socialisme du PCF et ces réalisations. Jean Giard ne se cache pas d'ailleurs : «Ce serait, écrit-il, singulièrement réduire notre conception du rôle dirigeant de la classe ouvrière que de l'envisager comme exercée par les ouvriers d'une fonction de direction». Les choses sont claires : les ouvriers à la production, les ingénieurs et autres cadres restent à la direction.

La question n'est pas anodine : elle est, actuellement, en Chine, au centre de la lutte entre les partisans de la continuation de la révolution et ceux qui, sous prétexte d'efficacité économique, de lutte contre l'anarchie, veulent un retour en arrière. La question de qui a le pouvoir dans les usines détermine finalement si la Chine construit le socialisme ou se transforme en capitalisme d'État. Quand le PCF choisit de donner aux «spécialistes» la haute main, sous prétexte de compétence, sur la gestion et sur le travail scientifique, il choisit son camp, il s'engage par avance et consciemment pour un capitalisme d'État et contre le socialisme.

Dans ces conditions, «l'alliance» dont il nous parle prend tout l'air d'une dictature des cadres, avec des pouvoirs accrus, sur l'ensemble du peuple. «Construire le socialisme», ainsi pour le PCF, se réduit à changer le personnel de direction des entreprises, à y introduire de nouveaux bourgeois : il s'agit simplement d'un médiocre essai de perpétuation du capitalisme.

La conception de la hiérarchie vue par le PCF, est aussi éclairante à ce sujet : il ne s'agit pas de réduire les différences, il faut les accroître : Jean Giard s'indigne «le salaire d'un jeune ingénieur à l'échelon le plus bas est souvent équivalent au salaire de l'ouvrier le mieux payé. Cette situation constitue un acte d'accusation à l'égard de la politique du pouvoir et non un élément nécessaire au développement de l'économie». On voit de quelle économie il s'agit. C'est du capitalisme rénové que veulent les gens du PCF.

Paul LEFORT

## EDMOND MAIRE APPELLE LE CNPF À NÉGOCIER

E. Maire, à la veille de la rentrée, vient d'accorder une interview au «Monde». S'agissait-il pour le leader de la CFDT de tracer les perspectives de lutte de la rentrée, d'envisager les ripostes à opposer aux mauvais coups de la bourgeoisie de cet été, s'agit-il de tracer les possibilités de coordination des luttes aujourd'hui alors que des dizaines d'usines poursuivent leur action contre la fermeture, les licenciements «économiques», la répression anti-ouvrière ? Pas du tout !

En fait, l'interview ne parle que de négociations avec le CNPF, il appelle à ne pas «exagérer les tensions» et insiste pour que dans le camp du patronat, «les personnes qui ne souhaitent pas continuer de jouer la dramatisation» essayent avec les syndicats de trouver «une réduction négociée des inégalités». Réduction fort limitée, d'ailleurs, et qui surprendra nombre de syndicalistes puisqu'Edmond Maire parle seulement de limiter les revenus disponibles (c'est-à-dire après impôts et autres frais) à 2 millions d'anciens francs par mois...

Dans son interview, Maire révèle que, selon les calculs de la CFDT, «le coût salarial d'un ouvrier est supérieur de 53 % en Allemagne, de 59 % en Belgique, et de 61 % aux Pays-Bas».

Il demande qu'on «assure» une «redistribution des revenus». Proposant de «revaloriser les salaires les plus bas, notamment le SMIC» et une «négociation de grilles de classifications dans les conventions collectives», il estime que s'il n'y avait plus en France «de revenus dispo-

nibles supérieurs à 2 millions d'anciens francs par mois, ce serait une mesure d'une importance considérable». «Pour nous», poursuit Maire, la lutte contre l'inflation passe par une réduction négociée des inégalités».

Edmond Maire évoque l'impossibilité pour la direction CFDT de rester «inactive» d'ici les élections : «un syndicat qui repousserait les possibilités de négociations et d'avancée sociale ne jouerait pas son rôle» et précise-t-

il, «une telle tactique se retournerait probablement contre lui».

Bref, la direction de la CFDT craint avant tout de faire les frais de l'intransigeance patronale, et réclame des négociations d'ensemble pour pouvoir répondre à la volonté d'action manifestée par les travailleurs. Visiblement, M. Maire est très préoccupé que cette volonté se «retourne contre lui». Il pense évidemment avant tout à l'horizon 78 des légis-

latives en notant que «la victoire de la gauche n'est pas encore acquise et qu'elle peut intervenir dans des conditions qui rendent difficile l'évolution de la situation sociale». Il prend position contre un nouveau Grenelle, ne voulant pas «tout mélanger dans un vaste magma». «Il est certain, ajoute-t-il cependant, que quelques grands problèmes, comme le SMIC, les prestations familiales, la retraite, la sécurité sociale, ne peuvent être réglés que par la voie de la négociation tripartite».

## JOHANNESBURG (Afrique du Sud)

## SUCCES DE LA GREVE

Les deux premiers jours de la grève générale lancée dans l'agglomération de Johannesburg ont été un grand succès : plus de 80 % d'«absentéisme», comme disent les racistes.

En effet, les travailleurs ont massivement refusé d'aller à Johannesburg sous la «protection» de la police et de l'armée qui quadrillaient les rues, les arrêts de bus et les gares. Toute la journée a été marquée par des affrontements entre les flics et les piquets de grève, présents dans toutes les gares. C'est à Orlando que la police a tiré à plusieurs reprises faisant un mort et six blessés, lundi matin. Ailleurs, elle a utilisé des grenades lacrymogènes ; les manifestants ripostaient en lançant des pierres et des bouteilles.



Comme lors de la première grève générale, le 4 août, la ville, où se trou-

vent uniquement les bureaux, les entreprises et les habitations des racistes, était complètement paralysée. Les blancs étaient incapables de maintenir une activité normale. Sans parler de la production dans les usines arrêtées. Toutes les tâches matérielles dans les bureaux et le commerce, assurées d'habitude par les Africains ne pouvaient être remplies. C'est ainsi qu'on pouvait voir des patrons obligés de pomper de l'essence, de porter des paquets ; de même, les cantines et restaurants ne pouvaient fonctionner. C'est une démonstration éclatante : la métropole des racistes, où les Africains n'ont pas le droit d'habiter, ne peut pas

vivre quand ils ne viennent pas travailler.

La tactique employée (grève des transports) se révèle donc très efficace : elle rompt avec la suite d'affrontements dans les ghettos qui peuvent être facilement encerclés par la police. Elle donne la perspective d'un mouvement d'ensemble auquel participe un grand nombre de travailleurs qui, étant donné que la grève est interdite et durement réprimée, n'auraient pas fait grève sur le tas. L'importance du mouvement et la grande unité qu'il manifeste font savoir à Vorster que son espoir de décapiter les organisations, pour en finir avec la lutte du peuple, est vain.

## Liban

## LES FASCISTES PREPARENT L'ATTAQUE DE TRIPOLI

La Syrie vient d'accepter ainsi que la Jordanie de se rendre au sommet arabe proposé par l'Arabie Séoudite. Mais il ne se tiendra pas dans l'immédiat, la Lybie et l'Algérie n'ayant pas encore donné de réponse.

Au Liban même les phalanges ont rejoint Chamoun. Le comité central a affirmé qu'«une solution militaire est inévitable». De son côté un commandant qui a rejoint les fascistes affirme «Nous allons continuer cette guerre jusqu'à ce que nous en ayons fini avec les Palestiniens, avec le dernier homme de gauche».

Les fascistes s'apprentent à étendre et accroître les combats avant le 23 septembre, date à laquelle Sarkis, président élu doit remplacer Frangié. Selon Chamoun, il doit arriver au pouvoir dans un Liban où l'ordre est rétabli, c'est-à-dire où les Palestiniens seraient vaincus et les patriotes libanais éliminés.

Cette volonté se traduit par les préparatifs autour de Tripoli.

La radio phalangiste affirme que la droite a occupé des villages de la région de Tripoli. Ces nouvelles, démenties par les patriotes libanais, annoncent un assaut prochain contre Tripoli que les fascistes désignent comme leur prochain objectif.

Les Syriens affirment de leur côté vouloir empêcher toute partition du Liban avant le 23 septembre. Ce qui signifie aujourd'hui aider les fascistes libanais à prendre le contrôle de tout le Liban comme ils le désirent. Dans ce but, les Syriens s'apprentent à lancer une grande offensive pour le début du mois de septembre, affirme un journal libanais.

Dans les prochains jours et pendant tout le mois de septembre, les combats vont redoubler de violence dans tout le Liban pour «imposer la domination des isolationnistes sur tout le territoire libanais» comme le dénonce les forces patriotiques. Pas à pas, le combat continue. Il ne s'agit plus de créer un petit Liban, mais de dominer tout le Liban. Il ne s'agit plus de limiter l'action de la Résistance Palestinienne mais de l'écraser, il ne s'agit plus d'isoler le mouvement patriotique libanais, mais de le briser.

## Le collectif «campagne anti-outspan» communique

## NON AU CONGRÈS DU TOURISME SUD-AFRICAIN À DEAUVILLE

Le gouvernement français, en la personne de deux de ses ministres, Mrs D'Ornano et J. Médecin, s'apprentent à recevoir à Deauville 300 agents de voyage sud-africains dont le congrès, du 6 au 10 septembre, aura entre autres pour but d'intensifier les échanges touristiques franco-sud-africains, particulièrement dans le sens France-Afrique du Sud.

Refusant que le peuple français apparaisse complice d'un tel scandale, le collectif appelle à un rassemblement contre la collaboration franco-sud-africaine et pour le soutien à la lutte de libération du peuple noir sud africain, les 4 et 5 septembre à Deauville, pour y exiger l'annulation de ce Congrès, et propose l'organisation d'une manifestation de protestation à Paris le lundi 6 septembre, jour de l'arrivée des délégués sud-africains.

Ce rassemblement sera marqué :

- par une Conférence de Presse, le samedi 4 septembre, à 17 h. à l'U.S.C.F.D.T. de Deauville-Trouville (21, rue Desseaux) où un Sud-Africain exilé expliquera la situation dans son pays, en présence de représentants de mouvements anti-apartheid européens (et anti-outspan) ;  
- par un meeting, prévu le dimanche 8 septembre à 15 heures, au Temple de Deauville (5 rue de la République) et une manifestation à 17 h.

Elles appellent la population de Basse Normandie à venir s'informer sur la situation en Afrique du Sud et en Afrique Australe, en participant à ce rassemblement (exposition, vidéo, films, théâtre, etc... au Temple de Deauville) ainsi qu'aux diverses manifestations prévues dans le cadre d'une semaine d'information du 30 août au 4 septembre qui aura lieu dans chacune des villes concernées (Rouen, Caen, Le Havre, Fiers, Cherbourg, Trouville-Deauville, Rennes).

## Guadeloupe

## LES MANOEUVRES DE STIRN ONT FAIT LONG FEU

«Il va falloir apprendre à vivre avec le volcan» affirme le préfet de la Guadeloupe, qui se propose de permettre et même d'encourager les réfugiés à revenir dans les zones dangereuses en se tenant à l'écoute de la radio. Le Figaro renchérit sur le gouvernement : «Politiquement, la Guadeloupe est un volcan qui sent le soufre... Il faut donc que la vie recommence le plus

normalement et le plus rapidement possible». Ainsi, l'opération politique organisée par Stirn autour de l'évacuation des zones dangereuses commence à être démasquée, par le peuple guadeloupéen. Loin de faire oublier la véritable cause de la misère en Guadeloupe, les palinodies de Stirn, que les habitants de Basse-Terre ont payées de leur ruine, de la perte de leurs

bêtes et d'une partie de leur biens familiaux, accroissent la colère, la révolte de ce peuple, qui, d'années en années, s'organise et lutte contre la politique coloniale, de plus en plus profondément.

La mesquine manœuvre qui a consisté à opposer les différents chercheurs en vulcanologie ne peut plus masquer que Stirn et l'administration sont les seuls responsables de la pagaille due aux communiqués contradictoires, qu'elle et elle seule, est responsable de l'insuffisance des secours. Stirn voulait prouver que la métropole était là pour aider le peuple guadeloupéen, qu'elle faisait tout ce qui était en son pouvoir pour lui permettre de limiter les effets de la catastrophe. Ce qu'il a montré, c'est que les catastrophes naturelles frappent d'autant plus violemment le peuple guadeloupéen qu'il est soumis à la colonisation française.

G. CARRAT

## MALGRÉ L'INTENSE ACTIVITÉ VOLCANIQUE, DES HABITANTS DE VIEUX-FORT RENVOYÉS CHEZ EUX

Pour tenter d'apaiser le mécontentement, le préfet vient de prendre deux mesures : d'une part les ouvriers agricoles sont autorisés aujourd'hui à se rendre dans les plantations. D'autres part, les habitants de vieux Fort peuvent regagner leur village. Ceux-ci avaient été évacués non parce qu'ils étaient menacés par le volcan mais parce qu'ils risquaient d'être complètement isolés en cas d'éruption. Et ce n'est pas une accalmie du volcan qui

justifie ces mesures : un responsable des chercheurs vient de déclarer «nous sommes toujours en phase d'escalade». Le danger est au moins aussi grand qu'il y a une semaine, sans que les scientifiques puissent déterminer le jour et l'heure, ni la forme que revêtira l'éruption.

Ce qui gêne l'administration qui voit de jour en jour croître la colère, au sujet des mesures dont profitent en fin de compte les colons.

## CHYPRE

M. Rauf Denktash, dirigeant chypriote turc semble vouloir proclamer la partition de l'île avec la création d'un «État chypriote turc» le 29 octobre. Devant cette éventualité de partition de l'île, le ministre de l'intérieur de Turquie a déclaré à des journalistes chypriotes turcs : «Si vous proclamez votre indépendance le 29 octobre, les membres du Conseil des ministres de la Turquie se rendront en visite à Chypre. Nous voulons nous réunir ici pour prendre une décision concernant votre initiative». La décision de Denktash et la position du gouvernement turc sont une menace pour l'unité et l'indépendance de l'île.

## ISRAËL À LA CONQUÊTE DU SUD-LIBAN

Des cars de l'armée israélienne transportent certains habitants du Sud-Liban vers Israël. Depuis quelques semaines, Israël a permis à des habitants du Sud-Liban de venir travailler en Israël, a offert des vivres et des médicaments que les habitants du Sud-Liban doivent venir prendre à la frontière.

Cette politique dite de «bon voisinage» est l'autre versant de la politique appliquée par Israël au cours des années passées de bombardements des villages du sud. La destruction de villages entiers avait obligé de nombreux habitants à quitter la région pour se rendre à Beyrouth où ils habitaient, souvent dans les camps palestiniens de Tall el Zaatar, Jisr el Bacha, Nabaa, la Quarantaine, attaqués et détruits par les fascistes.

En ouvrant sa frontière avec le Sud Liban, Israël profite de la guerre d'extermination menée par les phalanges et l'armée syrienne pour s'implanter dans cette région dont il veut s'emparer depuis longtemps. La Résistance Palestinienne et les patriotes libanais aujourd'hui mobilisés dans la lutte contre les fascistes et l'occupation syrienne le lui avaient toujours interdit.

## INTERNATIONAL

## Corée Recul américain ? Carter d'accord avec Ford

Après les provocations américaines et la mobilisation des troupes d'occupation en Corée du Sud, le gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée avait lancé un avertissement sérieux à Ford : « Nous nous demandons de ne pas nous provoquer. Notre peuple ne veut pas la guerre, mais il n'en a pas peur ».

Cet avertissement semble avoir été entendu. Alors que dans un premier temps, le gouvernement américain avait rejeté la déclaration nord-coréenne qui exprimait des « regrets » pour la mort des deux officiers américains, lundi, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré qu'il s'agissait d'un « pas en avant ». Il s'agit soit d'un recul de l'impérialisme américain, soit d'une tentative d'étouffer l'affaire à un moment où il devient clair que la provocation US se heurte à la fermeté du gouvernement nord-coréen et à la réprobation internationale. Cependant, les troupes US en Corée du Sud et au Japon sont toujours mobilisées, ainsi qu'une demi-douzaine de navires de guerre : le gouvernement de la Corée du Sud a d'ailleurs dénoncé la violation de ses eaux territoriales par cette flottille. Pendant ce temps, le candidat démocrate Carter, qui déclare pourtant être « contre toute intervention dans les affaires d'un pays tant que la sécurité des Etats Unis n'est pas en jeu », a dit qu'il était d'accord avec la politique de Ford en Corée. Il est vrai que les dirigeants américains ont toujours eu une conception très large de ce qu'ils appellent la sécurité des Etats Unis.

**MAC ARTHUR AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN L'APOLOGIE D'UN CRIMINEL**

Avec un grand esprit d'à-propos, les Dossiers de l'Écran nous ont proposé hier

un débat sur Mac Arthur, un des impérialistes les plus hystériques de la période de la guerre froide, qui a dirigé l'agression américaine en Corée. Ce fut une occasion de travestir les faits et de calomnier la République Populaire Démocratique de Corée qui aurait « envahi le sud ». Rappelons que la Corée était colonisée depuis le début du siècle par le Japon. La lutte de libération, sous la direction de Kim Il Sung a commencé en 1931. A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'ensemble de la Corée fut libéré avec l'aide de l'Armée Rouge soviétique. La défaite des Japonais était acquise le 15 août 1945. Mais les Américains, volant au secours de la victoire et voulant assurer leur domination, occupent le sud jusqu'au 38<sup>e</sup> parallèle à partir du 6 septembre 1945. C'est alors qu'une conférence de l'ONU prévoit l'accession de la Corée à l'indépendance après cinq ans de tutelle de l'ONU et la maintien des troupes soviétiques et américaines. Très vite, les Américains instaurent une politique de répression contre les progressistes et les communistes dans leur zone. Ceux-ci doivent se réfugier au Nord. Alors que des discussions entre tous les partis ont lieu sur la forme de gouvernement que souhaite le peuple coréen, l'impérialisme US organise la division du pays ; il fait passer à l'ONU une résolution pour organiser des élections dès mai 1948. Les organisations démocratiques refusent ce processus, et en août 1948, la République de Corée est proclamée au sud, et la République Populaire Démocratique au nord. La domination américaine, avec le régime fasciste de Syngman Rhee va se maintenir au sud et l'impérialisme US provoquera quelques années plus tard la guerre entre les deux Etats qui lui permettra d'intervenir massivement.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

## Angleterre

### LA RÉGIONALISATION AU CENTRE DES DÉBATS POLITIQUES

La rentrée politique se prépare en Angleterre. Callaghan, le premier ministre, s'appête à rencontrer les trade-unions Congress à propos d'un projet de loi accordant une large autonomie à l'Écosse et au Pays de Galles. Depuis plusieurs années, les revendications nationales prennent une place de plus en plus importante, notamment sous l'effet de la crise économique qui secoue l'Angleterre. Au Parlement, les députés nationalistes, écossais notamment, jouent un rôle relativement important.

Ce projet de loi va diviser les députés et causer de profondes divisions au sein du parti travailliste au pou-

voir. Un référendum pourrait être organisé sur cette question.

### DES LICENCIEMENTS SOUS PRÉTEXTE DE LA SÉCHERESSE

La sécheresse en Angleterre prend un tour très grave. Dans le sud du Pays de Galles, l'eau est coupée dix-sept heures par jour. Les industries qui en consomment beaucoup parlent de revenir à la semaine de trois jours, ce qui diminuerait considérablement les salaires des ouvriers de ces entreprises. Dans certaines entreprises, des réductions d'horaire ont été opérées ainsi que des licenciements.

## Espagne :

# L'AMNISTIE DE JUAN CARLOS LOIN DES EXIGENCES DES MASSES

Depuis la mort de Franco jusqu'aux impressionnantes manifestations pro-amnistie de Bilbao et San Sebastian, les peuples d'Espagne n'ont cessé d'exiger le plein exercice des libertés démocratiques, de clamer leur refus de payer la crise économique. Après l'échec d'Arias Navarro, Suarez a commencé de leur donner sa réponse. C'est d'abord la loi sur la législation des partis politiques : amener une partie de l'opposition à cautionner plus ou moins ouvertement, plus ou moins volontairement, la réforme des institutions franquistes passe par lui reconnaître une possibilité d'expression. Le régime a maintenant ouvert les portes de la légalité aux partis de l'opposition bourgeoise, au prix d'une assez sévère bataille contre les immobilistes qui acceptent cette évolution dans la mesure où ils y voient une parade à des tentatives plus risquées pour leurs privilèges. La loi réserve en effet au gouvernement des possibilités de répression qu'il s'appliquera sans doute à doser avec soin. Surtout, elle exclut la libre organisation des révolutionnaires et pour le moment des révisionnistes qui se voient promis à une certaine période de tolérance relative.

### QUELLE AMNISTIE ?

Ensuite, c'est l'amnistie proclamée par Juan Carlos, le 1<sup>er</sup> août. On a voulu la présenter comme une mesure large. Mais d'emblée, on a exclu les « terroristes » ; il est acquis que la plupart des militants qui resteront en prison seront des membres de l'ETA, des fils de ce peuple basque qui n'a jamais lutté que pour l'amnistie «orro Korra», c'est-à-dire l'amnistie générale et qui ne s'en laissera pas compter.

Mais, on a « oublié » l'amnistie «laboral», c'est-à-dire la réintégration des centaines de licenciés pour faits de grève, pour laquelle toute la classe ouvrière a lutté opiniâtrement depuis six mois, de la Telefonica à Motor Iberica.

Et puis voici l'hypocrite «volonté de réconciliation» royale passée au tamis de l'appareil d'Etat franquiste ; les tribunaux examinent un à un les dossiers des intéressés : lenteur et parcimonie. La lutte des réfugiés politiques de Paris, qui rencontre un très large écho en Espagne, est significative à cet égard : on refuse d'abord de leur délivrer des passeports ; devant leur détermination, on en octroie quelques uns, puis on accorde quelques « permis d'entrer » qui ne donnent aucune garantie. Il est clair que le gouvernement, par consul interposé, refuse de faire rentrer tous les réfugiés. Parmi eux, Carrillo lui-même se voit contraint de renoncer provisoirement à sa rentrée triomphale.

**USA-CEE : Le début de l'année 76 a vu l'excédent commercial des Etats Unis en direction de l'Europe encore augmenter, atteignant une valeur de 3,5 milliards de dollars.**

**LOCKHEED : Aux dernières nouvelles, le prince Bernhard ne touchait pas de pots de vins : Lockheed entretenait ses maîtresses. La reine Juliana le défend.**

De quelle amnistie s'agit-il là ? Les appréciations optimistes, quoique toujours mesurées des dirigeants de l'opposition n'empêcheront certainement pas les masses de reconnaître la réalité : la lutte pour l'amnistie véritable est toujours à l'ordre du jour.

### LES BONNES DISPOSITIONS DU PRÉSIDENT :

#### SES ÉCHECS

En fait, toute la politique de l'oligarchie consiste à transformer les reculs que lui impose le mouvement des masses en nouvelles manœuvres pour l'endiguer. Jusqu'ou lui faudra-t-il reculer pour rencontrer les efforts des dirigeants de l'opposition bourgeoise dont elle espère un second souffle ?

Dans une récente conférence de presse, Tierno Galvan, social-démocrate, précisait : « Un pacte politique avec l'opposition pourrait diminuer les protestations sociales et économiques qui risqueraient de se transformer en révolte contre la forme institutionnelle de l'Etat ». On comprend mieux le sens de son appel : « Pour le salut de tous, nous devons faire des concessions », continuait-il. Il exprime là des vœux largement partagés et qui se sont concrétisés par la rencontre entre Felipe Gonzales et Suarez lui-même : « Nous avons pu nous rendre compte des bonnes dispositions du président », indiquera l'un des leaders sociaux-démocrates présents.

### LE P«C»E VEUT SA LÉGALISATION RAPIDE

Du côté des révisionnistes, le vent souffle dans le même sens. Tout en réservant toujours une porte de sortie, pour ne pas être trop discrédités, ils multiplient les déclarations de bonnes intentions. Carrillo de déclarer : « Nous pensons que le roi doit rester le chef de l'Etat jusqu'à ce qu'une assemblée constituante prenne une décision



définitive». « Je suis favorable à l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN, à condition que l'OTAN n'essaie pas de mettre un veto à la participation communiste au gouvernement... » Pour ce parti qui, tout en cherchant à ne pas trop perdre de terrain dans la classe ouvrière, n'a cessé de s'opposer au développement des luttes depuis janvier, une seule chose compte pour le moment : sa légalisation rapide, la possibilité de participer aux élections promises. A la suite de son Comité Central de Rome, il décide d'apparaître au grand jour pour s'imposer dans les faits.

Quels intérêts toutes ces tractations offrent-elles pour les masses ?

### LA LUTTE DES MASSES S'APPROFONDIT CHAQUE JOUR

Pour elles, les « bonnes dispositions » de Suarez sont d'un effet plus que limité : depuis la proclamation de l'amnistie, on a emprisonné au moins un militant révisionniste, la garde civile a tué un jeune andalou, Javier Vardajo, « coupable » de peindre des mots d'ordre sur les murs d'Almeria, elle a tiré sur les cinq mille manifestants qui participaient aux fêtes de Guernica : on y avait brandi le drapeau basque, un poète a été condamné à 200 000 pesetas d'amende pour avoir lu en public du Garcia Lorca...

Les grandes manœuvres électorales annoncées pour les prochains mois ne suffiront pas à masquer la réalité de la répression qu'à des degrés divers, tous ces partisans du « dialogue » veulent pouvoir maintenir pour résoudre à leur manière la crise économique.

Chaque jour les luttes s'approfondissent avec la conscience du peuple.

L'opposition significative aux révisionnistes qui s'est manifestée au congrès des commissions ouvrières en est le garant.

Frédéric FERRER

## en bref...

### ● ÉGYPTE :

La détournement du « Boeing » égyptien a pris fin lundi soir à l'aéroport de Louxor en Egypte où les pirates se sont rendus aux autorités égyptiennes. Celles-ci accusent la Libye d'être responsable de ce détournement alors que la Libye porte la responsabilité sur l'Égypte. Cet incident risque d'aggraver la tension qui existe entre les deux pays.

### ● BRÉSIL :

La monnaie brésilienne, le cruzeiro, a encore dévalué de 1,98%. Pour cette année, la dévaluation de cette monnaie a atteint 23,06%.

### ● AUSTRALIE :

Un millier d'étudiants de l'université de Melbourne ont manifesté contre le premier ministre Malcolm Fraser. Ils l'ont empêché de prendre la parole à l'université et l'ont contraint à quitter les lieux.

**● PEROU :** Le gouvernement péruvien pourrait acheter trente-six bombardiers à l'URSS pour renforcer son potentiel militaire. Lundi, la police a arrêté 127 personnes à l'école d'ingénieurs de l'université de Lima.

**● ESPAGNE :** Après une visite officielle en Allemagne, le ministre des affaires étrangères espagnol Oreja Aguirre est arrivé hier à Paris. Il a rencontré Sauvagnargues pour préparer la visite de Juan Carlos en octobre.

## DANS NOTRE COURRIER

## DE CAEN...

«Je profite de cette lettre pour vous remercier de m'avoir permis de recevoir le Quotidien gratuitement.

Cela m'a permis de me tenir au courant des luttes des travailleurs et peuples opprimés.

Un seul petit reproche : ne pas toujours donner le résultat des luttes, ne serait-ce que par un entre-filet. Exemple : Maxicoop, la SMN. Cela permettrait de nous éclairer quand on se trouve devant des cas similaires. Même quand les luttes sont des échecs.

Je tiens aussi à dire que je ne suis pas content de brimer les ouvriers par tous les moyens, la société bourgeoise ne leur permet pas de vivre comme bon leur semble.

On refuse le bénéfice de l'assurance maternité à ma compagne parce que nous vivons maritalement. On ne fait pas partie des

gens rangés dans l'ordre que veut la bourgeoisie alors on n'a le droit à rien. Encore une brimade de plus. Cela ne peut plus continuer, il faut imposer à l'ordre bourgeois le droit de vivre comme bon nous semble sans être sans cesse brimé parce que l'on est en dehors de ce qu'ils considèrent comme bons critères pour faire partie de leurs rangs.

J'en profite aussi pour signaler que grâce à la lutte du Comité de Lutte d'Hérouville, et aux nombreux soutiens reçus, j'ai obtenu un HLM en pavillon. Malheureusement, les deux autres familles attendent encore. De toute façon, on reprend la lutte dès septembre. La lutte ne porte pas que contre les expulsions mais aussi contre toute la politique des HLM.

De moins en moins de travailleurs peuvent bénéficier d'HLM vu le prix et la

ségrégation qui est faite pour en avoir.

Une autre petite remarque, c'est le coup du téléphone rouge d'Europe 1 qui encourage chaque Français à devenir un flic. On téléphone pour faire part d'un hold-up etc... Les gens s'y habituent, surtout qu'il y a une prime et petit à petit, on apprendra à appeler les flics et dénoncer son voisin.

Je suis tout à fait d'accord pour les bureaux de presse régionaux qui nous permettraient d'être au courant sans acheter des journaux bourgeois. Je voudrais savoir où on peut se procurer des disques de Gilles Servat et si on peut en avoir moins cher que dans le commerce.

Les sujets d'enquête que je propose : la situation des mères célibataires et

le rôle que jouent les assistantes sociales en période de crise. Non seulement elles se permettent de dire qu'une télé ou une voiture, c'est du luxe, mais elles conseillent aux femmes d'ouvriers de se faire avorter ou d'abandonner les enfants. C'est le sort de beaucoup d'enfants d'ouvriers.

J'aurais bien d'autres choses à vous dire mais je le ferai au fur et à mesure. Aujourd'hui, vis-à-vis des idées que j'avais avant, j'ai radicalement changé d'avis à cause de la situation que j'ai vécue, et de la lutte qu'on a menée ainsi que des discussions que j'ai eues et de la lecture de votre journal. J'aimerais aussi être au courant de ce qui se passe en Chine».

Une des trois familles des Belles Portes qui ont lutté contre les expulsions.

## "VOUS N'ETES PAS DESIRÉ EN ISRAËL"

Un assistant-réalisateur de la télévision de Lyon nous a adressé ainsi qu'aux autres journaux, une lettre pour dénoncer les conditions dans lesquelles il a été refoulé par les autorités israéliennes. Les faits relatés posent le problème de l'étroite collaboration entre police et services de renseignements français et sionistes. Quant à la «terre d'accueil» qu'il évoque, entre guillemets, c'est en fait une politique de porte close, dont il s'agit à l'égard de ceux qui ne sont pas de fermiers partisans de l'ordre sioniste et vont en Palestine pour se rendre compte de la réalité. La réalité qui est celle d'une répression fasciste exercée à l'encontre du peuple palestinien chassé de sa patrie par l'occupant israélien.

Nous publions ici des extraits de la lettre.

«Parti de Lyon, via Genève, avec un vol à tarif de groupe, je suis arrivé à l'aéroport de Lod-Tel-Aviv le dimanche 1<sup>er</sup> août (...) Alors que je me présentais au guichet d'entrée avec mon passeport et ma carte de débarquement, le responsable en faction discuta sur le fait que cette dernière ne mentionnait pas d'hôtel (...). J'expliquais que je n'avais pu encore réserver un de France il me répondit que de toutes façons, je devais me mettre de côté et attendre à part. Mes documents furent emportés par un autre responsable, qui m'appela peu après dans son bureau «Monsieur, vous avez votre billet aller-retour ? voilà, vous repartez par le même avion immédiate-

ment». Pourquoi, quel est le problème ? «Vous ne pouvez rentrer en Israël». Je demande donc auprès de quelle autorité je peux obtenir une explication, déposer une protestation, et obtenir mon visa ; on me répond que seule l'ambassade d'Israël à Paris me donnera une justification à mon retour, qu'ici, on ne peut rien me dire, que je n'insiste pas, qu'ils ont l'ordre formel de ne pas me laisser rentrer dans le pays : «Vous n'êtes pas désiré en Israël» !!

(...) Avant mon embarquement, une fouille approfondie de mes bagages a été effectuée, dont je passerai ici tous les détails techniques, (...), questions du genre «transportez-vous des armes ?» etc, etc... Un visa israélien est apposé sur mon passeport, rayé de deux traits rouges mentionnant mon interdiction totale (malgré ma demande aucun autre papier ne me fut fourni pour notification), et on me glisse des réponses du style «il vous faudrait en fait un visa spécial». (...)

Des coups de fil jusqu'ici passés à l'ambassade d'Israël à Paris, rien n'est ressorti : «Non, nous n'avons rien reçu vous concernant», «nous ne comprenons pas... écrivez... Ils ont certainement leurs raisons là-bas... non, nous ne voyons pas de possibilité de «visa spécial»... vous avez un passeport français ? vous n'êtes jamais allé en Israël ? ... non, il faut écrire, nous renverrons votre lettre là-bas, etc, etc...» Lorsque je pose trop de questions, on m'insinue (comme on me l'a insinué à Tel-Aviv lors-

que je cherchais à comprendre) : «Peut-être vous-mêmes connaissez-vous les raisons pour lesquelles vous ne pouvez rentrer en Israël».

J'ai donc écrit une lettre à l'ambassade : pour souligner que ne connaissant pas les critères d'entrée en Israël, je ne pouvais par conséquent répondre à cette question, pour demander les motifs de mon expulsion, l'obtention d'un visa, ainsi que le remboursement de mon billet (l'ambassade est en effet responsable car elle se flatte, lorsqu'on se renseigne pour un voyage, du fait qu'il n'y ait pas de visa au départ et de dossier à déposer pour l'entrée en Israël !!).

J.F.J. - Lyon

monfrère, étudiants, nices, ils arrêtent, ils matraquent

**ILS TUENT**

des jeunes dans les quartiers...

EDITORIAL

**POUR UNE RENTRÉE DE LUTTES ET DE VICTOIRES !**

Suite page 2

TEXTES et DOCUMENTS  
issus du  
DEUXIEME CONGRES

(juin 1976)

PARTI COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE

marxiste-leniniste

## front rouge

La brochure contenant les textes issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRMi vient de paraître.

PASSEZ VOS COMMANDES à  
FRONT ROUGE  
BP 68 - 75019 PARIS - CCP 31 191 14 La Source  
12 F + 3 F de port

MENSUEL 3 F  
AOUT 76  
N° 34

**brisons nos chaînes**

37<sup>e</sup> numéro spécial

**congrès cfdt**

**COORDONNONS NOS LUTTES !**

LE 'SYNDICALISME' DGB EN ALLEMAGNE (RFA)

PASSEZ VOS COMMANDES A  
BRISONS NOS CHAINES  
BP 208  
75 865-PARIS CÉDEX 18

PERMANENCE  
162 RUE MARCADET  
75018-PARIS

203 63 61

de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)  
Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

**1<sup>er</sup>  
ANNIVERSAIRE  
CAMPAGNE  
D'ABONNEMENTS  
EXCEPTIONNELS**

# POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

3 mois déjà, 3 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages «abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...», dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

**- A un abonnement au choix à :**

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



**- Et à un livre ou un disque au choix**

- \* Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
  - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
  - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
  - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

\* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



**- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),**

**REDUCTION**

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
  - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
  - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
  - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
  - «Mimésis» (5 bis rue de Grassil) à Bordeaux
  - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
  - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
  - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
  - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
  - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
  - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
  - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
  - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
  - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

**- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml.**

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

- Abonnement normal. .... 300 F
- Abonnement de soutien. .... 500 F
- Abonnement de soutien. .... F

- Mode de Versement :
- En une fois. ....
  - En trois fois. ....

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple  
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

# POINT DE VUE SUR LE FESTIVAL D'AVIGNON

Créé, il y a trente ans à l'initiative de Jean Vilar et du TNP (théâtre national populaire), ce festival a changé dans sa forme à partir de 1968 lorsque Jean Vilar et son festival officiel, fortement chahutés pour avoir refusé d'inviter une troupe d'avant-garde : le Living-Theater, ont dû finalement accepter l'existence d'un festival parallèle, appelé «OFF» ; le principe est que les troupes qui ne sont pas invitées officiellement s'invitent toutes seules et se débrouillent sur place pour trouver les moyens de jouer. Mais à l'usage on s'aperçoit vite qu'il n'y a pas de différence de fond entre les deux festivals simultanés.

De même que le tout, après consommation (même modérée) laisse une impression un peu écoeurante d'un gavage culturel abrutissant : officiel ou pas, ce festival n'est ni plus ni moins qu'une foire à la culture où chacun avec ses moyens vient vendre sa marchandise. Ainsi peut-on avoir la «surprise» d'entendre au Bureau du Festival un responsable constater amèrement qu'on n'a pas fait le plein cette année (ce qui est sûrement vrai, crise économique oblige !) et se plaindre aussi que certains spectacles dans la cour du Palais des Papes ne comportaient pas d'entracte et qu'on n'avait pas pu y vendre des boissons.

Mais où est donc ce

théâtre populaire qu'on nous avait promis ? Et d'abord qui nous dira ce qu'est un théâtre populaire et comment le trouver à Avignon ? Les dizaines de tracts que l'on reçoit dans la rue ? Les affiches ? Les hommes-sandwichs ? Les émissions de France-Culture ouvertes à tous en direct d'Avignon ? Mais où se trouvent donc les confrontations avec le public, les discussions possibles, les vrais débats, les rencontres avec d'autres spectateurs, les échanges de vue ?

Nulle part : il faut donc préciser sur le programme du Festival : «On est prié d'apporter son interlocuteur avec soi». Car si l'on n'y prend pas garde, Avignon, quelle solitude ! Tous les spectacles sont faits pour vous laisser seul avec vous-même : les spectacles officiels tiennent tous plus ou moins du joujou-gadget ; il est difficile de voir le problème posé et même de savoir s'il y en a un ; il y a ainsi le gadget-télé : Shakespeare autant mis en valeur que dans une dramatique télévisée ; il y a le gadget-Programme-Commun, pour lequel la fédération locale du PCF a déplacé ses militants en autocars

Il y a aussi le gadget-ringard, la pièce de patronage complètement ratée, à prétention politique elle aussi, où l'on fait des leçons



de marxisme en alexandrins. Il s'agit respectivement de «Comme il vous plaira» de Shakespeare, par Beno Besson, «Dans les eaux glacées du calcul égoïste» de Mehmet Ulusov et l'Equipe du Théâtre de la liberté, et «Dolla Mona ou l'Ecole des Patrons» par l'Atelier de la Nouvelle Scène de Belgique. Enfin, il y a le gadget-avant-garde pure : Events par Merce Cunningham and Dance Company où, sous prétexte de faire évoluer le corps dans un ballet dépouillé de toute histoire et de toute anecdote, on assiste à une telle mécanisation des gestes qu'on se demande à quoi peut servir un corps sinon à obéir au doigt et à l'œil aux fantaisies du créateur, qui n'est autre d'ailleurs que le danseur-étoile du spectacle.

Bien que choquant un peu en contraste par son dénuement et son dépouillement, le Festival «OFF» participe lui aussi, de gré ou de force, de ce même désir (ou nécessité) d'épater le bourgeois : c'est sans doute ce qui a poussé la nouvelle compagnie d'Avignon, le théâtre des Carmes, à monter «Alexandra Kollontai, révolutionnaire et féministe russe», autrement dit chef de file de «l'Opposition Ouvrière» dans la Russie soviétique d'avant-guerre ; on y prétend que les problèmes de la sexualité ont été «escamotés» dans la Russie socialiste, et on présente Lénine comme un «pisse-froid», Staline comme un «obsédé sexuel» ! Restent 2 tentatives théâtrales réellement courageuses et novatrices qui ont trouvé refuge

l'une dans une église d'un quartier populaire (une cité HLM), l'autre dans une MJC : c'est «Jules César» de Shakespeare par l'Attroupe-ment et le merveilleux «temps des Cerises» par le Théâtre de l'Olivier.

La première troupe insiste surtout sur le jeu des acteurs et sur la mise en scène pour renouveler la pièce de Shakespeare et lui donner une signification politique (réflexion sur le pouvoir personnel) réalisant par la fougue et l'intensité du spectacle une performance qui n'est pas purement gratuite, la seconde met au service d'une histoire exemplaire et réelle (la lutte des ouvriers d'APT-UNION pour garder leur emploi) toute leur force de sympathie et leur connaissance de la lutte qu'ils ont acquise en se liant avec les vrais acteurs de ce vrai drame, faisant ainsi la preuve, sans éclats, sans décor, sans fioriture qu'un théâtre populaire est possible et même qu'il existe déjà mais à l'écart des grands centres d'attraction, à l'écart du Palais des Papes et des grandes déclarations de principe, des promesses non tenues : c'est là seulement qu'on a pu ressentir une volonté de contact avec le public fondée sur autre chose que le désir d'accrocher à tout prix.

Corr. Julien Berger

## TÉLÉVISION

### MERCREDI 25 AOÛT

#### TF1

- 18 h 20 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Le village englouti feuilleton
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - «Le commissaire Moulin» dramatique policière
- 22 h 00 - Gorilla, émission de G. Dieter-Place
- 23 h 00 - Journal

#### A2

- 18 h 15 - Ce jour-là, j'en témoigne, «Les Mouvements Unis de la Résistance»
- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Bonjour Paris, feuilleton
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - «Un shérif à New-York», série policière américaine
- 21 h 55 - Inventaire : «D'un nord à l'autre»
- 22 h 45 - Journal

#### FR3

- 19 h 05 - «Étranger, d'où viens-tu ?», feuilleton
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Les Osmond Brothers
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de 20 H
- 20 h 30 - Cinéma d'aujourd'hui : «L'Étrangère», film français de S. Gobi (1967).
- 21 h 50 - Journal

## feuilleton

# LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

## UNE NOUVELLE DE LOU SIN

### CHAPITRE 2

#### UN APERÇU SUR QUELQUES VICTOIRES DE AH Q

Son nom de famille et son lieu de naissance ne sont pas les seuls points obscurs de «l'état civil» de Ah Q. C'est que les habitants de Weitchouang ne pensaient à lui que pour le faire travailler ou le tourner en dérision. Ils ne s'étaient jamais inquiétés de ses origines. Ah Q lui-même n'en parlait jamais, sauf lorsqu'il se disputait avec quelqu'un ; il lui arrivait alors de dire en toisant son adversaire :

- Dans les temps, les miens avaient une bien plus belle situation que la tienne ! Pour qui te prends-tu ?

Ah Q n'avait pas de famille ; il habitait le temple de la Protection des Récoltes de Weitchouang. Sans métier fixe, il servait de journalier ; on le voyait moissonner le riz, décortiquer le riz ou conduire une barque selon les besoins. Si son travail devait durer un certain temps, il lui arrivait d'habiter chez son employeur temporaire, puis, la tâche finie, il s'en allait. Quand le travail pressait, on pensait à Ah Q, mais c'étaient les services qu'il pouvait rendre et non son histoire personnelle qui intéressaient ; une fois le travail terminé, on ne pensait plus à lui et encore moins à son «état civil».

Une fois, un vieillard fit cette remarque élogieuse : «Ce que Ah Q peut en abatre de l'ouvrage !» Or, juste à ce moment, Ah Q, en face de lui, étalait avec nonchalance la maigreur de son

torse nu. Ceux qui entendirent cette remarque ne comprirent pas si le vieillard parlait sérieusement ou s'il plaisantait, néanmoins Ah Q en fut très heureux.

Ah Q avait une très haute opinion de lui-même et ne nourrissait aucune estime pour les habitants de Weitchouang, il affectait même le plus profond mépris pour les deux seuls étudiants du village. Or, les étudiants deviennent parfois bacheliers. Si tout le monde respectait M. Tchao et M. Tsién, c'était non seulement à cause de la fortune, mais aussi parce qu'ils étaient pères d'étudiants. Ah Q était le seul qui dans son cœur n'éprouvât aucun respect pour eux. Il se disait : «Mes fils auront une bien plus belle situation qu'eux !»

Il tirait une grande vanité du fait d'être allé plusieurs fois à la ville, ce qui ne l'empêchait pas de mépriser profondément les citadins. Par exemple, à Weitchouang, on appelait un banc, fait d'une planche de trois pieds de long sur trois pouces de large, un banc long. Ah Q l'appelait aussi un banc long, or, à la ville on disait : «un banc en longueur». «Ce n'est pas correct, ils sont ridicules», pensait Ah Q. Les habitants du village accommodaient la friture de poisson à grosse tête avec des morceaux de ciboule d'un centimètre de long tandis qu'à la ville, cette même ciboule était finement coupée. «Ce n'est pas correct, sont-ils ridicules !» répétait Ah Q. N'empêche que les habitants de Weitchouang étaient risibles dans

leur rusticité ; ils ne connaissaient pas le monde, ils n'avaient jamais vu les fritures de poisson de la ville !

Ah Q, avec «la belle situation» de sa famille, ses connaissances du monde et sa capacité de travail était presque «l'homme parfait» ; malheureusement, son physique présentait quelques défauts. Ce qu'il l'ennuyait le plus, c'étaient les cicatrices qu'une teigne, attrapée on ne sait quand, avait laissées sur son cuir chevelu. Les marques avaient beau se trouver sur son propre crâne, Ah Q ne semblait pas en tirer gloire ; pour lui, non seulement le mot «teigne» était tabou, mais aussi bien tout autre caractère ayant un son plus ou moins semblable. Par la suite, il étendit le tabou aux mots «clair» et «brillant» et finalement mis les mots «lampe» et «bougie» à l'interdit. Quelqu'un violait-il le tabou, que ce fût avec intention ou par mégarde, Ah Q entraînait en fureur et ses cicatrices tournaient au rouge vif. Un instant, il supputait les forces de l'adversaire : quelqu'un qui n'avait pas la parole facile, il l'insultait, quelqu'un de faible, il le battait ; mais chose étrange, en ces rencontres, c'était presque toujours Ah Q qui finissait par avoir le dessus. Graduellement, il en vint à changer de tactique et se contenta de foudroyer l'impertinent du regard.

(à suivre)

# SEVESO en Italie

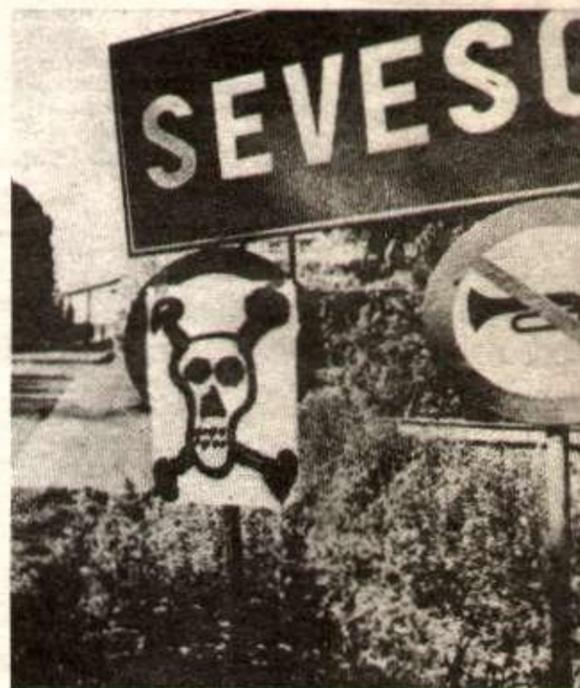
## UNE BOMBE EN PLEINE CRISE

-1-

Seveso, 43 jours après : cela fait maintenant 43 jours que le nuage toxique échappé de l'usine de produits chimiques ICMESA fait parler de lui. Rappelons les faits. Le 10 Juillet, à l'usine ICMESA à Seveso, à une trentaine de kilomètres de Milan, le couvercle d'un réacteur saute. Il est 12 H 40 exactement. Un petit nuage s'échappe. Pour les habitants, c'est le seul signal ainsi qu'une odeur acre que les prend à la gorge. Le nuage s'abat sur le quartier St Pierre tout proche de l'usine. La chaleur et le vent le font remonter vers le Sud-est, où il s'effiloche. Quatre jours après, il atteint les chats; les poules meurent dans les jardins. Un premier enfant commence à montrer des signes d'intoxication, puis plusieurs, puis des adultes. Une quarantaine de personnes doivent être hospitalisées. Le 26 Juillet, une jeune femme,

Thérèse Galli, 35 ans meurt. L'autopsie pratiquée montre une complication de la bronchite asthmatique dont elle souffrait. L'usine ICMESA, propriété de la société suisse GIVAUDAN fabriquait des cosmétiques, des parfums, des désherbants, des défoliants, et un certain nombre d'autres substances. Jusque là, les habitants de SEVESO la connaissaient bien. Ou du moins croyaient bien la connaître. Ils savaient certes qu'elle fabriquait du trichlorophénoï, employé pour la fabrication de l'hexachlorophénoï, de désherbants, de désinfectants, et de produits cosmétiques. Mais les ingénieurs du trust LAROCHE HOFFMANN GIVAUDAN n'avaient jamais expliqué ce qu'ils savaient pourtant, à savoir qu'au cours de la fabrication du trichlorophénoï, se forme à la chaleur, une impureté : la dioxine.

De notre envoyé spécial  
Pierre Pujol



### EN PARCOURANT LES RUES DE SEVESO, VILLE COBAYE

Partout, les immeubles affichent leurs volets fermés. Les portes sont closes. Nous sommes dans la zone contaminée. Ici, un immeuble neuf est désert. Là un magasin moderne sera désormais fermé. « Fermez vos vitres lorsque vous traversez cette zone en voiture » ont recommandé les autorités à tout hasard... Le poison ici, il y en a partout sur le sol, sur les plantes, d'autant que la dioxine est insoluble dans l'eau, qu'elle n'est pas dégradable. Un pavillon en construction est abandonné. « La zone est inhabitable pour plusieurs années. Il faudra tout détruire et retourner la terre pour enfouir les toxiques » ont déclaré des experts anglais. C'est la solution qu'ils ont utilisée lors d'un accident du même type dans leur pays.

quelques voitures passent rapidement. Elles ralentissent par curiosité devant la voie qui mène à ICMESA. Pourtant, on voit des vélos passer, des enfants jouer. A 100 mètres de l'usine, un café n'a pas renoncé. Plusieurs retraités y sont assis, les visages crispés. Tous ces travailleurs ont refusé de partir, car ils n'ont pas de solutions. A la fenêtre d'un immeuble, une femme étend du linge. « J'ai des traites à payer pour mon appartement, je ne peux pas m'en aller ». Dans la rue qui mène à l'entrée de l'usine, les pavillons sont fermés. Pourtant, un peintre qui badigeonne tranquillement, la radio ouverte, la clôture d'une villa en construction. « Le propriétaire est encore en vacances, il m'avait commandé ce travail je dois le continuer ». Et après ? « On verra ».

dernières réactions chimiques qui se poursuivaient encore lorsque l'usine a été abandonnée. Dans l'usine, ils revêtent une sorte de scaphandre et se déplacent à bicyclette. Plusieurs d'entre eux sont des délégués,

membres du conseil de fabrique. Ce sont les ouvriers qui ont demandé à stopper l'usine pour éviter que d'autres toxiques ne s'ajoutent à la dioxine. Une fois encore l'initiative de la sécurité est partie des travailleurs.

### Avec les déportés de Seveso

## « NOUS NOUS BATTONS POUR LA SANTÉ DE TOUS LES TRAVAILLEURS »

A 40 km de Seveso, à l'autre extrémité de Milan, nous sommes allés rendre visite aux 140 familles qui ont été évacuées de la zone toxique laissant maisons, vêtements, meubles, et travail. Elles sont logées provisoirement dans un motel AGIP, à Agosso au bord de l'autoroute, pour y accéder, un chemin bourbeux de un kilomètre, en pleine campagne. Ici, en dehors de la télé et des journaux, ils sont isolés du reste du monde. Ils ont tout le temps de réfléchir collectivement et d'appréhender les conséquences dramatiques que pourraient entraîner sur eux le fait d'avoir vécu pendant 15 jours, dans la zone A. Nous avons pu discuter avec une quinzaine d'entre eux, devant le motel. Beaucoup sont de petits artisans aujourd'hui ruinés, d'autres sont ouvriers.

### Une zone inhabitable pour plusieurs années

La zone A de SEVESO ne pourra être réhabilitée avant plusieurs années. En l'absence de moyens connus pour détruire la dioxine, l'évacuation est la seule solution. Plusieurs centaines d'habitants ont été évacués mais avec la chaleur et le vent, le nuage toxique étend ses ravages. Il atteint le quartier sud de MEDA. (3 000 habitants) puis la commune de CESANO (34 000 habitants) dont le maire est intoxiqué, la ville de DESIO. Des traces ont été retrouvées à CINISALIO dans la banlieue de Milan. « C'est la plus grande catastrophe d'empoisonnement par gaz toxiques du monde » a déclaré le Docteur Klaus SHUSTER, pharmacologue à l'université de Munich. Il estime à 70 000, le nombre de personnes atteintes. Dans les dispensaires, la population défie au rythme de plusieurs centaines de personnes par jour. C'est seulement maintenant que LAROCHE HOFFMANN GIVAUDAN se préoccupe de rechercher un antidote. Ses dirigeants avaient, il est vrai, bien d'autres préoccupations.

L'un des principaux actionnaires du trust n'est autre que Luc HOFFMANN, responsable de la réserve naturelle de Camargues, et vice président du fonds mondial pour la nature. Nous voilà bien loin des usines polluantes et des ouvriers qui y travaillent.

beaucoup de travailleurs qui viennent ici, pour nous voir, nous apporter leur solidarité. En ce qui concerne les syndicats, on ne les a pas vu. Nous nous posons une question : lorsqu'un militant du PCI a été abattu par un fasciste, à SEZZE ROMANO, il y a eu une manifestation d'organisée. Toutes les usines de la région se sont mises en grève. Pour SEVESO, ils ne font rien ! Pour quelle raison, alors que le problème posé ici, est général en Italie et dans le monde entier. Bien sûr, nous avons de graves problèmes personnels : plus de travail, plus de maisons, plus de vêtements et la maladie peut-être pour demain. Beaucoup de journalistes ont déformé nos paroles. Alors, nous voulons que vous preniez pour votre journal la déclaration officielle de la part de nous tous :

### DECLARATION DES DÉPORTÉS DE SEVESO

Nous sommes tous unis sur un point essentiel, c'est que la santé c'est le problème de tous les travailleurs. Pas seulement le notre.

C'est un problème que l'on doit affronter en luttant. SEVESO a prouvé définitivement que la santé, c'était l'affaire des travailleurs.

Nous qui avons vécu ce cauchemar, serons les premiers à porter ce problème devant tout le peuple. Nous sommes décidés à empêcher que le silence ne retombe sur SEVESO. Nous ferons des dénonciations et des mobilisations.

### La dioxine

La dioxine est un des toxiques les plus violents qui existent au monde. Une dose de 100 grammes dans l'eau de New York suffirait à tuer 14 millions d'habitants. Une dose de dix millionième de gramme suffit à tuer un lapin de 1 KG. La dioxine est 500 fois plus toxique que la strychnine et 10 000 fois plus que le cyanure. A SEVESO, c'est probablement 5 KGS ou plus de dioxine qui ont été répandus et non deux kgs comme l'affirme le trust.

Une grande quantité de dioxine a été projetée sur les forêts vietnamiennes au moment des épandages de défoliants réalisés par les impérialistes US. La dioxine provoque des brûlures de peau identiques à un coup de soleil, des troubles urinaires, respiratoires, des gastro-entérites, des atteintes graves du foie et des chromosomes pouvant donner à la longue des cancers du foie et des enfants mal formés. Plus grave encore, les scientifiques ne connaissent aucun moyen pour détruire la molécule de dioxine autrement qu'en la brûlant à 800 degrés ce qui veut dire qu'il faudrait passer toute la zone contaminée au lance-flammes ou au napalm (solution envisagée un moment par les américains qui en ce domaine ont une assez longue pratique). Pour l'homme contaminé, il n'y a plus qu'à attendre...

QDP : Comment cela s'est-il passé ?

R : Le jour de l'explosion, nous avons senti une odeur insupportable qui venait de l'usine. Nous ne savions pas que c'était dangereux. Puis vite, nous avons eu mal aux reins, nous avions des nausées, des coliques, nous avions la tête qui tournait, le chaud et le froid. Les enfants ont été recouverts de cloques sur la peau. On a bien pensé qu'il y avait quelque chose mais quoi ? Beaucoup ont continué à manger pendant 10 jours les légumes empoisonnés de leur

jardin. Ce qui nous a alarmé, ce sont les animaux. Entre le 10 et le 20 juillet, ils sont tous morts. J'avais un lapin de 2 kg et demi, il a maigri jusqu'à un demi kg avant de mourir. Les arbres étaient comme touchés par la grêle. Si nous avons connu la gravité, c'est grâce aux ouvriers. Sans leur grève, personne n'aurait rien fait. Les techniciens d'ICMESA ont cherché à nous endormir avec des paroles. Du 10 juillet au 2 août, la zone atteinte n'a même pas été fermée. Nous avons réclamé des analyses. Les autorités, à force, ont été obligées de réagir. Elles ont organisé une assemblée avec le

professeur TRABUCCI de l'université de Milan qui nous a déclaré : « il n'y a pas de danger. Je suis prêt à dormir ici et même à boire votre lait » au milieu de nos protestations. Ce qu'il voulait, c'était notre silence même au prix de notre mort. Ici, toute la région est dangereuse ; on le sait depuis longtemps. Entre 1969 et 1972, 300 moutons sont morts. Ils ont été remboursés en vitesse aux paysans, 10 000 lire la tête pour que rien ne se sache.

QDP : Comment concevez-vous votre lutte ?

R : Nous sommes encouragés parce qu'il y a